



FORMATION VISA 12 au 15 janvier 2015 Montluçon – Clermont-Ferrand

Pages 1 à 3 Intervention de Marine Le Pen lors de la conférence du collectif Racine sur l'éducation (17 octobre 2015)

Pages 4 à 5 Article du journal « le Monde » par Nonna Mayer « Le vote Front national a marqué le pas chez les femmes » (18 décembre 2015)

Pages 6 à 7 Lettre n°1 du groupe de travail antifasciste de SUD EDUCATION « L'extrême droite contre l'école »

Pages 8 à 11 Tract CGT des organismes sociaux « les idées d'extrême droite, les pires ennemies des salarié-e-s » (novembre 2015)

Page 12 Article du journal « l'unité » de solidaires finances publiques « les politiques fiscales des mairies FN » (10 mars 2015)

Pages 13 à 18 Tract SNUIPP-FSU « Montée de l'extrême droite, le SNUIPP décrypte » (2015)

Pages 19 à 28 Argumentaire VISA 13 « Pas une voix pour le FN, en PACA comme ailleurs » (novembre 2015)

Pages 29 Tract CGT fédération des services publics « agents territoriaux, voilà ce que le FN pense vraiment de vous » (novembre 2015)

Pages 30 à 33 Argumentaire CFDT « voter FN nuit gravement aux femmes » (26 novembre 2015)

Pages 34 à 35 Motion du congrès du SNAC-FSU « Résister au glissement généralisé vers l'extrême droite » (octobre 2015)

Pages 36 à 37 Article du journal « Libération » A Chalon, des patrons « à droite », voire « très à droite » (3 décembre 2015)

Intervention de Marine Le Pen lors de la conférence du Collectif Racine sur l'éducation

[Interventions](#) / 19 octobre 2015 / [Etiquettes](#) : [Ecole](#), [Enseignement](#) /

Lille – Intervention de Marine Le Pen lors de la conférence du Collectif Racine sur l'éducation (17 octobre 2015)

Chers amis,

C'est avec grand plaisir que je suis aujourd'hui avec vous pour fêter les 2 ans du Collectif Racine. Depuis 2 ans, vous agissez et vous vous battez pour le développement du Collectif Racine. Je félicite en particulier son président Alain Avello qui ne manque jamais d'énergie et réussit à fédérer un nombre considérable d'enseignants.

Vous êtes les témoins de la politique désastreuse menée par le gouvernement, politique qui n'a de cesse de bafouer l'autorité du professeur et qui fait de l'école une vaste cour de récréation.

Vous assistez également à la concrétisation de la réforme du collège, bal tragique orchestré par Najat Vallaud-Belkacem qui, en bonne élève, applique les recettes catastrophiques de ses prédécesseurs : le laxisme et le nivellement par le bas sont plus que jamais d'actualité !

Et pourtant, malgré toutes les attaques dont elle fait l'objet, vous avez décidé de défendre l'École de la République, pour qu'elle continue de transmettre les connaissances et le goût de la France, pour qu'elle incarne la méritocratie et donne sa chance à tous.

Grâce à votre action, je suis heureuse de constater que les enseignants sont de plus en plus nombreux à rejoindre les rangs des patriotes et je tiens particulièrement à vous féliciter aujourd'hui pour l'ouverture de cette nouvelle section Nord du Collectif Racine !

Cette section semble déjà fort dynamique et je lui souhaite tout le succès du monde.

Et je sais que je peux compter sur votre engagement sans faille pour porter nos idées dans le débat lors des prochaines élections régionales afin que les régions bleu Marine participent elles aussi au redressement de l'École de la République.

Bien sûr, la région ne saurait résoudre seule l'ensemble des problèmes auquel fait face l'École aujourd'hui. Mais au niveau des lycées, la région dispose de moyens d'action et nous agissons particulièrement dans cette grande région Nord-Pas-de-Calais-Picardie, qui accueille chaque jour 200 000 lycéens.

Dans cette région, comme dans toute la France, les exécutifs régionaux dirigés par l'UMP ont eu à cœur de sacrifier l'avenir des lycéens français.

Je ne peux que constater la dégringolade de nos académies de Lille et d'Amiens, qui enregistrent les performances les plus faibles de tout le pays : Lille se retrouve ainsi à la 27^{ème} place sur 30 (!) pour les résultats au baccalauréat général et 23^{ème} pour le baccalauréat professionnel.

Le manque d'exigence et d'ambition, l'absence d'audace et de volontarisme ont gangrené l'exécutif régional en place.

Les socialistes, sûrement plus soucieux de consacrer leur énergie à l'accueil des migrants plutôt qu'à l'avenir de la jeunesse de France, sont responsables de la tragédie qui se déroule sous nos yeux : des départements sacrifiés par inaction et par paresse.

Leur culpabilité est d'autant plus criante à mesure que grossit le fossé entre leur discours et la réalité.

Cette réalité sur les moyens des lycées vous la connaissez mieux que quiconque : grisés par la folie des grandeurs, les grands barons socialistes du Nord ont préféré multiplier les lycées alors même que le nombre de lycéens diminue depuis le début des années 1990.

Je suis favorable aux lycées de proximité mais la proximité n'empêche pas d'éviter les gaspillages !

Le constat est sans appel ! 4 milliards d'€ ont été engagés par la région depuis 1986 pour les lycées, ce qui représente 40% des dépenses d'investissements. Investissements pourtant vains puisque 25% des surfaces des lycées ne sont aujourd'hui pas occupés : 70 hectares de surface vide ! Que de gaspillages ! Que de mépris pour le contribuable.

Si je suis élue présidente de la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie en décembre prochain, j'aurai quant à moi l'impressible devoir de rationaliser la dépense publique, pour que l'on respecte enfin le contribuable français.

Puisque les effectifs baissent dans les lycées, je privilégierai le qualitatif et réduirai les dépenses superflues.

Les dépenses de fonctionnement des lycées seront ainsi strictement encadrées afin d'éviter l'inflation que nous avons connue.

Cela passe notamment par une politique volontariste d'économies, en agissant sur les structures et sur les comportements individuels.

Agir sur les structures, c'est déployer les énergies renouvelables et construire des lycées « éco-responsables », respectueux de l'environnement.

C'est aussi renforcer les groupements d'achat commun d'énergie afin que tous les acteurs publics, région, départements, communes, travaillent en bonne intelligence et fassent pression ensemble sur les fournisseurs pour obtenir de meilleurs prix.

C'est encore encourager les lycées à louer leurs logements de fonction inoccupés pour participer à l'effort, notamment aux départements qui se plaignent aujourd'hui de ne pas avoir assez de locaux pour les collèves.

Agir sur les comportements enfin, c'est faire de la lutte contre le gaspillage alimentaire une priorité et éveiller la responsabilité écologique de tous les lycéens.

Diviser les Français et les dresser les uns contre les autres, voilà ce qu'a fait Nicolas Sarkozy pendant 5 ans et voilà l'adage qu'appliquent désormais François Hollande et Manuel Valls.

Leurs troupes régionales n'ont eu de cesse de répliquer ce modèle et de le décliner dans cette région en opposant lors de la construction des lycées la ville à la campagne, l'enseignement général et technologique à l'enseignement professionnel.

Bien au contraire, le conseil régional que je dirigerai agira lui pour les territoires oubliés et les plus reculés, pour qu'ils soient en priorité ciblés lors de la construction d'un nouveau lycée.

Nous agissons ainsi par les programmes prévisionnels d'investissement de la région pour l'équilibre des territoires.

Désenclaver les territoires sinistrés, c'est aussi assurer l'accès de tous à un enseignement de qualité. Les familles du Nord-Pas-de-Calais-Picardie sont exigeantes et ont un sens aigu de l'excellence. Elles encouragent leurs enfants à rejoindre le meilleur lycée, qui offre le plus large choix de formations. Mais ce choix est trop souvent contraint par l'éloignement du domicile, l'éparpillement des établissements et la piètre qualité des transports scolaires.

En conséquence, j'encouragerai et je valoriserai le développement de l'internat en harmonisant au maximum les tarifs pour les rendre plus accessibles, afin de rapprocher au plus près l'élève du lieu qui le fera réussir.

Mon programme et mon action sont guidés par un souci d'égalité des chances.

Cette égalité doit permettre à tous, sans aucune distinction, d'aller au bout de ses capacités.

Mais il n'est pas d'égalité sans justice sociale et la justice passe notamment par un accès de chaque lycéen à une restauration scolaire de qualité.

Mais comment expliquer aux parents que le repas du lycée Condorcet d'Amiens coûte 3,85€ alors qu'il est de 3,75€ au lycée Faidherbe de Lille ?

Comment accepter qu'au sein même du Nord-Pas-de-Calais, le prix du repas varie entre 2,80€ et 4,15€ ? Est bafouée l'égalité des usagers devant le service public.

Et bien moi, je porterai l'harmonisation des tarifs de la cantine scolaire, car je souhaite que tous les lycéens de cette région accèdent à une alimentation équilibrée.

Qu'ils soient sensibilisés par des programmes d'éducation à la santé à une nutrition de qualité.

Cette qualité, nous l'assurerons aussi par le choix des ingrédients qu'utilisent les cuisiniers des lycées.

Vendu à la mondialisation, François Hollande a d'ores et déjà trompé nos agriculteurs. Il n'hésite même plus à affirmer, comme lors de son discours à Dijon de juillet dernier, que 2/3 de la viande achetée par l'État ne provient pas de France.

C'est inacceptable car c'est faire courir le risque à nos lycéens de consommer des produits à la traçabilité douteuse et de piètre qualité. Mais plus encore, c'est une insulte envers nos producteurs, c'est du mépris envers nos éleveurs.

En tant que Présidente de région, je veillerai à ce que l'approvisionnement des cantines respecte la priorité régionale et privilégie par les circuits courts le producteur français, du Nord-Pas-de-Calais-Picardie, attentif quant à lui à ses produits.

Notre politique visera aussi progressivement à refuser les viandes qui sont issues de l'abattage rituel, c'est à dire la mise à mort sans étourdissement préalable de l'animal, pour encourager un mode d'abattage plus laïc et moins barbare avec les animaux.

Viser à ne plus proposer dans les lycées de viande halal, c'est la condition essentielle pour que soient respectées la laïcité et l'égalité entre tous les lycéens.

Je vois déjà les procès que me feront les tenants du communautarisme mais je les renvoie à la jurisprudence qui énonce que « le fait de prévoir des menus en fonction des pratiques confessionnelles ne constitue ni un droit pour les usagers, ni un devoir pour les collectivités ».

Les demandes et les pratiques communautaristes n'ont pas leur place dans les régions, qui sont républicaines !

Enfin, et c'est une condition essentielle pour la réussite de nos lycéens, la sécurité.

Les violences aux personnes, les trafics de drogue, les atteintes aux biens se multiplient dans notre pays et se répandent dans nos lycées.

Je refuse que la région que je dirigerai désarme face aux fauteurs de trouble, qui hypothèquent l'avenir de nos lycéens.

En conséquence, la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie encouragera le déploiement de caméras de vidéo-protection, de dispositifs anti-intrusion et même de portiques de sécurité dans certains lycées afin de mettre fin aux débordements.

Enfin, nous croyons à la tolérance zéro et n'accepterons plus que les biens des habitants de la Région soient dégradés sans aucune suite judiciaire. Nous déposerons donc plainte systématiquement en cas de dégradations et recouvrerons les dommages et intérêts afin que les habitants ne subissent pas la double peine.

La sécurité est un domaine régalien mais face à la politique laxiste de Madame Taubira et de l'UMP, il est crucial que la région épaulé les forces de l'ordre et le personnel des lycées.

La région apportera ainsi son expertise technique aux proviseurs souvent désemparés face à de tels excès.

Je présenterai dans la partie de mon programme lié à l'apprentissage les moyens que nous développerons afin de faire connaître aux lycéens, les filières qui recrutent afin de susciter chez eux une curiosité à l'égard de métiers qui leurs sont inconnus et arrêter de diriger les jeunes vers des filières sans avenir car sans emploi. Cela ne coûte rien, c'est du bon sens.

Alors, mes chers amis, vous l'aurez compris, la route qui s'ouvre devant nous est longue et redresser l'École de la République et la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie requiert du courage et une exigence sans borne.

Mais je sais parfaitement que ce sont les sentiments qui vous animent.

Vive le collectif Racine,

Vive le Nord-Pas-de-Calais, vive la Picardie,

Vive la République

et vive la France !

Le vote Front national a marqué le pas chez les femmes

LE MONDE CULTURE ET IDEES | 18.12.2015 à 16:56

Au lendemain du second tour des régionales, le vice-président du Front national, Florian Philippot, affirmait sur «*Telet*» : « *Nous sommes le premier parti de France, et ça ne fait plus aucun doute. On va continuer notre travail de fond, avec lequel on ne cesse de progresser. »* Il a quelques raisons d'y croire. Avec près de 28 % au premier tour, le FN a atteint un nouveau palier. Selon le sondage IFOP « *Jour du vote »*, il perce dans des milieux jusqu'ici réticents, comme celui des catholiques pratiquants ou celui des salariés proches d'un syndicat. Et Marine Le Pen arrive en tête des intentions de vote pour l'élection présidentielle de 2017 (Sondage TNS-Sofres des 14 et 15 décembre) dans toutes les configurations de candidatures, sauf celle d'Alain Juppé.

Si, à un an et demi du scrutin, il serait imprudent de voir dans ce classement plus qu'un test de popularité, reste qu'en 2017 les causes qui expliquent la présente dynamique électorale du parti frontiste seront vraisemblablement toujours là : un chômage qui n'en finit pas de monter, une désaffection massive envers les élites politiques en place, la crise des réfugiés et la menace du terrorisme islamiste. Mais il y a une inconnue, très peu évoquée dans le tumulte médiatique qui a entouré des régionales : le vote des femmes. Un vote déterminant, car les femmes s'inscrivent un peu plus que les hommes sur les listes électorales, et représentent plus de la moitié du corps électoral mobilisable. Et qui peut réserver des surprises, car leur soutien au FN évolue.

Du temps où Jean-Marie Le Pen présidait le parti, les électrices étaient systématiquement moins nombreuses que les électeurs à lui donner leur voix. Le phénomène, baptisé « *radical right gender gap »*, n'est pas spécifique à la France. Il caractérise toutes les droites radicales européennes, du FPÖ autrichien à l'UDC suisse en passant par le Parti du peuple danois ou le Parti du progrès norvégien. Il est lié aux différences de statut professionnel : les femmes occupent plus souvent des emplois non manuels, moins exposés à la concurrence internationale, elles seraient moins sensibles aux thématiques xénophobes. Il y a le facteur religieux : les femmes, surtout âgées, sont plus pratiquantes, donc plus imprégnées des valeurs chrétiennes universalistes. Il y a la diffusion des valeurs féministes, surtout dans les nouvelles générations, incompatibles avec une vision traditionnelle de la femme. Il y a les effets de la socialisation politique et des stéréotypes de genre. L'image de violence physique et verbale qui entoure les partis extrêmes, tout comme leur côté autiste, rebuterait plus particulièrement les femmes.

Réveil identitaire

Mais au premier tour du scrutin présidentiel de 2012, l'écart entre le vote Marine Le Pen des électeurs et des électrices s'est réduit à 2 points de pourcentage (contre 3 quand son père était candidat en 2007, 6 en 2002, 7 en 1988 et 8 en 1985). Et une fois contrôlé l'effet des autres variables suspectées d'expliquer ce vote, le gender gap disparaît complètement. L'âge, professionnel, diplôme, pratique religieuse et spiritualité dévotieuse âgéeux : les femmes ont à ce moment plus de chances de voter FN que les hommes. Comment expliquer ce revirement ?

Une première raison tient à la rhétorique du FN. Marine Le Pen, femme jeune, active, deux fois divorcée, a su construire un image d'«*immortelle »* de son père au sein d'un monde masculin, et surtout hors du monde de la famille. Elle projette le message frontiste sous une forme politique à l'extrême, la plus éloignée des valeurs familiales, de la masculinité traditionnelle. Elle se présente elle-même comme une femme

sociale en faveur d'un État protecteur, du renforcement des services publics, et elle est mesurée en toute indépendance de l'Union européenne, deux thèmes auxquels l'électorat féminin est sensible. Une seconde raison tient à la religion. Aujourd'hui, elle protégerait moins d'un vote en sa faveur. La plus grande visibilité de l'islam dans l'espace public, les débats autour du voile puis de la burqa et la progression internationale d'un fondamentalisme musulman ont provoqué un réveil identitaire et une inspiration jacobiniste chez les catholiques français. En 2012, les catholiques pratiquants ont même plus voté pour Marine Le Pen que les nonnimes à niveau de pratique égal, alors qu'en 2002, c'était l'inverse.

Pour ce qui est du féminisme, les mobilisations contre le Mariage pour tous, contre les théories du genre ou les ABCD de l'égalité témoignent de la mortée d'une contestation minoritaire mais virulente de ses acquis. Et même chez les féministes, le message du FN est plus acceptable, car il a changé d'argumentaire, se présentant comme champion des libertés démocratiques, en particulier des droits des femmes, contre un islam présenté comme intolérant et arriéré. La structure socioprofessionnelle enfin a changé, la crise économique a précarisé les emplois féminins peu qualifiés. L'avancée électorale de Marine Le Pen chez les femmes s'est faite essentiellement chez les employées de commerce, ou son score atteint 40 %. Caissières de supermarché, vendeuses, elles incarnent un prolétariat des services peu représenté, mal payé, dont les conditions de travail et d'existence sont aussi difficiles que celles des ouvriers.

Questions sur la présidentielle de 2017

Des votes à la dernière élection présidentielle, il serait toutefois imprudent de conclure que l'effet du genre a purement et simplement disparu. Les enquêtes effectuées lors des élections de 2014 et 2015 montrent le retour d'écarts conséquents entre les niveaux de soutien féminins et masculins pour les candidats du FN : de 5 à 8 points aux européennes de 2014, de 4 points au premier tour des régionales de 2015 (sondages IFOP). Autrement dit, le phénomène n'est pas stabilisé et il dépend largement du contexte électoral.

Une campagne présidentielle particulièrement intense et mobilisatrice comme celle de 2012 a pu inciter des femmes jeunes, peu qualifiées, de milieu populaire à faire de Marine Le Pen la porte-parole de leur ras-le-bol. Les mêmes se détournent des urnes lors d'élections de faible intensité. À l'appui de cette hypothèse, on note une démobilisation plus marquée des électrices dans leur ensemble lors des élections européennes de 2014 (65 % d'entre elles se sont abstenues contre 55 % des électeurs), du premier tour des départementales de 2015 (57 % des femmes contre 42 % des hommes) et des régionales de la même année (55 % contre 43 %).

Le scrutin présidentiel de 2017 pourrait remobiliser l'électorat féminin et rapprocher son niveau de vote FN de celui des hommes. D'après le sondage TNS-Sofres sur les intentions de vote à la présidentielle effectuée au lendemain du second tour des régionales, 63 % des personnes interrogées se disent d'ores et déjà intéressées par cette élection. Marine Le Pen recueille, selon les configurations de candidatures, de 26 % et 28 % des intentions de vote au premier tour. Et l'écart entre celles des hommes et des femmes est ramené à 2. Mais rien n'est encore joué pour le FN. Il lui faudra mobiliser la fraction populaire de son électorat féminin, il lui faudra aussi clarifier ses positions sur les droits des femmes. Il y a un grand écart entre la ligne incarnée par sa présidente, qui dans son livre *À contre-jour* (Grancher, 2011) se définit comme une « quasi-féministe », et le pas défilé contre le Mariage pour tous, la demande pas-à-pas d'abrogation de la loi sur l'avortement, et celle de sa mère, Marine Marchais-Le Pen, qui veut supprimer les subventions régionales au Planning familial ou encore d'un *« Ymiric »* (Chaubard) à partir le FN depuis le pouffement l'avortement comme « arme de destruction massive contre la démographie européenne ». Mais en tout état de cause, il n'y a rien de sûr, c'est un grand jeu de dames où tout dépend l'issue de la prochaine élection présidentielle.

Valérie Mayer est directrice de recherche émérite au CNRS (anciennement Centre de études européennes et sciences Po).

FN hors de nos bahuts

Julien Sanchez, maire de Beaucaire, a traité de « racailles syndicalistes » les enseignant-e-s présent-e-s au CA du lycée Langevin. La secrétaire de la CGT éduc 30 le poursuit pour diffamation. Audience prévue le 25 juin à Nîmes.

Alors que le maire a d'ores et déjà appelé la population à venir le soutenir, CGT, FSU et Solidaires ont produit une expression commune. FO et UNSA ont refusé de s'y associer.

Dans le Gard toujours, Sud éducation 30 participe à une mobilisation unitaire contre la présence d'élue-s FN dans les collèges et lycées du département. Un rassemblement se tiendra le 29 juin à l'occasion du dernier CA du collège de Vergèze.

La réforme du collège agite les réactionnaires



Le vernis pédagogique qui recouvre d'une fine couche la réforme du collège fait office de chiffon rouge pour l'ensemble des réactionnaires. L'AGRIF (Alliance générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française et chrétienne, une association d'extrême droite liée aux milieux cathos intégristes) a publié sur son site une carte des manifs du 19 mai.

À Paris, l'association de droite « SOS éducation » (qui veut « encadrer le pouvoir syndical ») était présente dans le cortège. Et le 11 juin c'est l'UNI qui a dû être tenue à l'écart par le SO de Sud après avoir tenté de défilé. À noter qu'ils étaient en compagnie de militants du sup' de la CFTC avec qui ils avaient fait liste commune au CTMESR...

À Lyon c'est une vingtaine de membres de l'UNI et une centaine de PPEL (parents professeurs étudiants de Lyon, une nouvelle formation issue de La Manif pour Tous) qui parasitaient le cortège du 19 mai.

Dans le même temps, Nicolas Dupont-Aignan et Marine Le Pen se fendaient chacun d'une « lettre aux collèges ».

Une initiative intersyndicale contre l'extrême droite

Retour au sud et plus précisément à Béziers où se déroulait le 6 mai dernier une journée intersyndicale dans la suite de la campagne Solidaires CGT-FSU «Un-es contre l'extrême droite».

Atelier Éducation-Jeunesse a permis des échanges sur les pratiques des mairies d'extrême droite des départements du Sud : intrusion dans les programmes et la pédagogie, violence des élu-es envers les personnels, réduction des moyens en matériel, locaux et personnels, attaques contre les pauvres et exacerbation des inégalités d'accès à la cantine, à l'aide aux devoirs, aux TAP, aux transports scolaires, instrumentalisation de la laïcité... Mais aussi des échanges de pratiques militantes afin d'élaborer des réponses communes et efficaces à ces politiques.

Alors que la maire de Béziers occupait la scène médiatique avec ses annonces sur le fichage des élèves, la presse west largement fait écho de cette initiative intersyndicale réussie en terrain hostile.

Le collectif Racine prend la plume

Et a déjà publié six bulletins. Nous y apprenons notamment le lancement d'une pétition du FN contre la réforme du collège et y observons la mise en scène du lancement de nouvelles sections.



Du côté des parents

Après les JRE, Farida Belghoul, avait lancé la FAPEC. Hormis des percées très locales aux élections, la FAPEC, soutenue par Alain Escada de CIVITAS, n'a pas décollé et est en guerre contre son allié d'hier Alain Sorat à coup de vidéos et de procédures judiciaires.

C'est dans l'actu !

La fédération Sud éducation participe à la campagne «Liberté pour Alexandre Koltchenko, antifasciste de Crimée, kidnappé et emprisonné par l'Etat russe!». Pour la libération immédiate d'Alexandre Koltchenko, d'Oleg Sentsov et pour les libertés démocratiques dans tous les pays, nos organisations associatives, syndicales et politiques appellent à se rassembler **mardi 30 juin devant l'ambassade de Russie à Paris à 18h** (40-50, bd Lannes, métro porte Dauphine), à amplifier la solidarité internationale afin de dénoncer leur enlèvement et leur détention par les autorités russes (qui comptent les juger début juillet), exiger leur libération immédiate, et pour que le gouvernement ukrainien revendique explicitement leur libération.



Fédération des Syndicats SUD Éducation
17, boulevard de la Libération
93200 Saint Denis
Téléphone : 01 42 43 90 09 / Fax : 09 85 94 77 60
Courrier électronique : fede@sudeducation.org

fédération
des
organismes
sociaux

la
cgt

Les idées

d'extrême droite :

les pires ennemies

des salariés !



L'extrême droite nuit gravement
à la santé démocratique d'un pays

EDITO

Les élections régionales se dérouleront les 6 et 13 décembre 2015.

Tous les sondages s'accordent à prédire un raz de marée de partis portant des idées d'extrême droite.

Cette extrême droite prospère sur le terrain de la désespérance sociale et des promesses non tenues. Sa progression n'est pourtant pas inéluctable. Il est de notre responsabilité de mettre les salariés en garde contre l'imposture sociale que constituent ces idées et de combattre la stratégie de ceux qui cultivent le rejet de l'autre et la division des salariés, pour mieux cacher leur incapacité à tracer des perspectives d'avenir et de justice sociale.

Il est urgent de mettre à jour la supercherie et de démontrer que ceux qui se réclament de cette mouvance ne cherchent qu'à trouver des boucs émissaires et à mettre en concurrence les travailleurs entre eux afin d'évincer du débat démocratique les origines véritables de la crise, du chômage et de la soumission des gouvernements au marché.

Ainsi sur la question des rémunérations.

Celles-ci sont constituées du salaire direct (le net en bas de la fiche de paie) et du salaire socialisé (les cotisations sociales patronales et salariales).

Le FN, par exemple, souhaite baisser les cotisations sociales des salariés d'environ 200 euros sans aucune garantie que le patronat ne récupérera pas cette manne.

La CGT revendique sans ambiguïté la revalorisation des grilles salariales et du Smic à 1 700 euros.

Concernant la fiscalité.

Le FN préconise l'instauration d'une tranche maximale pour les impôts à 46 % et la suppression de l'impôt sur la fortune pour sauver les riches. Dans les programmes d'extrême droite, ce sont les plus aisés qui paient le moins d'impôt. L'extrême droite considère le travail comme un coût et certains programmes l'écrivent clairement. A l'inverse, pour la CGT, le travail est le seul vecteur de création de richesses dans l'entreprise.

La CGT propose que tout le monde paie l'impôt dès le premier euro et de manière progressive.

L'extrême droite défend-elle les droits des femmes ?

L'extrême droite entend préserver le «capital démographique» en s'affligeant de ce que «le taux de fécondité des femmes françaises» soit inférieur à celui des «femmes immigrées» et que 52 % des enfants naissent hors mariage.

Évidemment, pour l'extrême droite, la famille se fonde «exclusivement sur l'union d'un homme et d'une femme». En privilégiant un revenu familial et un congé parental allongé, c'est aussi l'image de la «femme au foyer» à vie qui est proposée, d'autant que chacun sait que les femmes auraient encore plus de difficultés ensuite pour réintégrer le monde du travail.

En revanche, pas un mot sur l'inégalité salariale persistante entre hommes et femmes, sur le temps partiel imposé aux femmes et la précarité de leur travail !

Avec le non-remboursement de l'avortement, l'extrême droite s'attaque de fait aux femmes des milieux populaires. Et il n'oublie pas d'en rajouter sur la discrimination xénophobe en prétendant réserver les allocations familiales aux seules familles «dont un parent au moins est français», alors que tous les salariés, quelle que soit leur origine, cotisent !

Nous sommes bien devant une vision passeiste de la famille, une idéologie xénophobe, et un déni des droits des femmes.

L'extrême droite et la culture

Au-delà de la représentation de Jeanne d'Arc, les propos atroces de «détails de l'histoire» en parlant de la déportation dans les camps, le programme de l'extrême droite ne vise que des suppressions massives de subventions pour les associations sociales et culturelles.

La démocratie culturelle est un axe de construction revendicative et de mobilisation car elle est facteur d'échange, de connaissance, d'émancipation.

La culture est un enjeu, un élément constructif du développement humain, moteur de la transformation sociale.

Les aides sociales ne sont elles pas siphonnées par les immigrés ?

La protection sociale est financée par les cotisations sociales et les «aides sociales» en général par l'impôt. Les travailleurs immigrés n'étant exonérés du paiement ni de l'un ni de l'autre, il est normal qu'ils bénéficient des prestations sociales au même titre que les autres.

Quand l'extrême droite prétend que l'immigration est un coût pour le pays, C'est faux !

Il ressort d'une étude publiée par une équipe de l'université de Lille, pour le compte du ministère des Affaires sociales, que les immigrés, en 2009, ont reçu de l'État 47,9 milliards d'euros, via les retraites, les aides au logement, le RMI, les allocations chômage et familiales, les prestations de santé... Tandis qu'ils ont reversé aux budgets de l'État et de la Sécurité sociale 60,3 milliards d'euros, via les impôts et les cotisations sociales.

Soit un solde positif de 12,4 milliards d'euros pour les finances publiques.

L'extrême droite et le temps de travail : travailler plus pour gagner moins !

Selon l'extrême droite, et le FN en tête, les 35 heures sont une source de «désorganisation des entreprises et d'augmentation injustifiée de la masse salariale». Dans son programme, le FN préconise la négociation par branche de la durée du travail. Ainsi, sa préoccupation n'est-elle pas la durée du travail des salarié-e-s, mais bien le temps passé au service de l'entreprise, en fonction de ses "besoins" supposés. Il fait sienne la fameuse valeur du "travailler plus pour gagner plus".

Peu importe si des durées du travail importantes annihilent les possibilités de vie sociale, peu importe si une durée du travail importante est source de risque accru au travail (fatigue engendrant des accidents, des maladies...).

L'extrême droite reprend la vieille idée libérale de la valeur travail, le gain au prix des efforts, de la sueur. L'augmentation générale des salaires, la baisse de la durée du travail pour profiter de la vie sociale, de la vie tout court, l'amélioration des conditions de travail, valeurs collectives et progressistes, sont loin d'être sa préoccupation. Là encore, à la protection collective et égalitaire, il préfère le corporatisme collant aux désirs du patronat et l'individualisation des revenus, ce qui revient de fait à la loi du plus "méritant", en fait à l'arbitraire.

L'extrême droite et les retraites

Jusqu'en 2010, le programme du FN était basé sur le " Il faut travailler plus et plus longtemps en France " et, il y a peu comportait trois propositions centrales en matière de retraite, il fallait :

- Fixer l'âge de départ (minimal) à 65 ans;
- Exiger 40 annuités de cotisation ;
- Développer les retraites par capitalisation.

Or, devant l'ampleur prise par le conflit sur les retraites en 2010, ce passage à mystérieusement disparu du programme. Au moment où tout le monde parle du problème des retraites, le FN a-t-il eu peur que des électeurs curieux puissent avoir envie de consulter ce qu'il dit en la matière ? A-t-il eu peur de laisser une impression désagréable avec ces trois mesures ?



L'extrême droite et le rejet des syndicats

Dernière mission de l'extrême droite : casser l'outil des salariés pour les luttes, le syndicat.

Désignés (toujours!) comme non représentatifs, bloqueurs, politisés et opposés à toute logique de négociation constructive...

Les droits des salariés vus par l'extrême droite s'exercent uniquement dans une espèce de monde fantasmé où il n'est besoin que de négociation.

Quant à la grève, l'extrême droite veut la conditionner à des revendications «légitimes» et la circonscrire à des secteurs où cela ne gênera pas.

Quand les syndicats combattent l'extrême droite : Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes

VISA est une association intersyndicale composée d'une cinquantaine de structures syndicales : la FSU et plusieurs de ses syndicats,

l'Union Syndicale Solidaires et plusieurs de ses syndicats; des fédérations et des syndicats de la CGT, de la CFDT, de la CNT, de l'UNEF et le syndicat de la Magistrature.

Les militants de VISA, depuis 1996, recensent, analysent, dénoncent, les incursions de l'extrême droite et plus particulièrement du Front national sur le terrain social. VISA se veut être un outil d'information et de réflexion pour toutes les forces syndicales qui le souhaitent afin de lutter collectivement contre l'implantation et l'audience de l'extrême droite dans le monde du travail.

Ses missions entre autres :

- ↳ Informer sur les dangers et le développement de l'extrême droite en France, en Europe et dans le monde ainsi que sur les «passerelles» avec la droite dure.
- ↳ Analyser de manière critique les propositions dites sociales de l'extrême droite.
- ↳ Relayer sur son site toutes les prises de positions, actions des organisations syndicales contre l'extrême droite.

Alors, oui le programme «social» de l'extrême droite est anti-social.

**Oui, en déversant le poison du racisme,
l'extrême droite divise les salariés et défend les intérêts du patronat.**

**Oui, l'extrême droite vise la suppression de toute protection des salariés
à commencer par le Code du travail.**

**Quand l'extrême droite, et les partis
qui en défendent les idées, prétendent défendre les salariés, ils mentent !**

Oui, les raisons d'être révoités sont grandes, alors ne nous trompons pas de colère !

COMMENT EXPLIQUER LE VOTE F.N.?

AVANT ON
NOUS MÉPRISAIT
PARCE QU'ON ÉTAIT
DES GROS BEUFS
FACHOS AVEC DES
IDÉES RACISTES
ET RÉACS...

MAIS DEPUIS
QU'ON VOTE F.N.,
ON EST RESPECTÉS
PARCE QU'ON EST DES
PAUVRES ÉLECTEURS
ÉGARÉS VICTIMES DE
LA DURETÉ DE LA
VIE !!!

SE PEUX
AVOIR UNE
INTERVIEW,
S'IL VOUS FAUT?



La politique fiscale des mairies FN suppressions d'emplois, apartheid et recul de l'action sociale...

Réduction de personnel, vente des biens communaux, robotage des subventions, voilà quelles sont les premières réalisations des maires FN emblématiques de Fréjus et du Pontet.

Quand on y regarde de près, cette politique ressemble à s'y méprendre à un ensemble de mesures d'austérité digne de «la pensée dominante européenne», très éloignées des discours et des postures sol-disant «à l'écoute des préoccupations des français»...

Comme le font les gouvernements successifs depuis une bonne dizaine d'années à l'échelle du pays, ces deux maires FN se sont engagés à ne pas remplacer les agents municipaux partant à la retraite. Cela représente un peu moins de 10 postes en 2014, «plusieurs dizaines» en 2015, assure-t-on à Fréjus. Idem du côté du Pontet avec une «vingtaine» de postes supprimés à mi-mandat.

«Avec 530 salariés quand la moyenne des villes comparables est de 350, nous avons de la marge», dédramatise Joris Hébrard, reprenant ainsi à son compte la technique libérale du benchmarking pour niveler par le bas l'état de l'action publique.

L'idéologie d'extrême droite est en marche

Au Pontet, la tarification des prestations municipales a été revue à la hausse (terrasses de café, location de salles municipales...), la mairie s'est désengagée du Téléthon et a mis un terme à la gratuité de la cantine pour les élèves les plus défavorisés. «Il faut en finir avec le demain on rase gratis», plaide le maire du Pontet, qui veut aussi mettre en vente des biens communaux bâtis ou acquis sous la précédente majorité, dont une crèche de 50 berceaux.

En clair, sous couvert de mesures de désendettement, ce sont bien des mesures antisociales qu'applique le FN : «Il faut éviter au maximum que les gens profitent du système», glisse l'édile.

A Fréjus, si David Rachline refuse pour l'heure d'augmenter des tarifs assimilés à des impôts indirects, lui aussi a opéré des choix radicaux comme la cession de terrains municipaux. Mais c'est surtout au niveau des subventions que le maire de Fréjus a décidé de faire des économies «sans tabous». Dès l'examen du budget primitif, certaines associations ont vu l'aide de la mairie fondre parfois de plus de 60%. L'association sports et loisirs a vu la sienne rabotée de 300 000 euros.

Au Pontet, pas de coupes dans les subventions. Mais Joris Hébrard a réclamé

aux associations locales un bilan sur leur utilisation des fonds communaux. Et pour 2015, «rien n'est exclu». En ligne de mire : les associations «communautaristes» et «militantes», déjà ciblées par le Front national pendant la campagne municipale. La LDH, ennemi héréditaire de l'extrême droite depuis sa création suite à l'affaire Dreyfus, ne sera pas la seule à être attaquée.

A Fréjus, David Rachline a aussi réduit drastiquement les dotations des trois centres sociaux de la ville, installés dans des quartiers populaires. Le centre de La Gabelle a ainsi vu sa subvention annuelle baisser de 65%, celui de l'Agachon de 57% et celui de Villeneuve de 46%. La directrice de l'un de ces centres, Sandrine Montagard, est montée au créneau pour dénoncer les «conséquences dramatiques» de cette décision. David Rachline n'en démord pas : «Mme Montagard croit que son centre social est un centre socialiste. Mon pragmatisme me conduit à agir, même avec les «intouchables»».

Ces mesures draconiennes et les propos autoritaires qui les accompagnent préfigurent bien ce qu'appliquerait le FN si sa conquête du pouvoir n'est pas enrayée : une politique ségrégationniste, antisociale et ultralibérale.

Les victoires sociales comme rempart

L'urgence de la lutte contre la banalisation des idées du FN, en démontrant leur nocivité exemples à l'appui, est cruellement d'actualité. Pour sa part, le mouvement syndical doit aussi tout mettre en œuvre pour lutter efficacement contre les politiques d'austérité, qu'elles soient roses, bleues ou brunes.

Car c'est bien en revendiquant, en se mobilisant collectivement et en gagnant, grâce à un syndicalisme porteur de transformation sociale, que nous redonnerons de l'espoir aux salarié-es. Le repli sur soi n'a jamais été source de progrès collectif, à l'inverse de l'action syndicale.

Plus que jamais, Solidaires Finances Publiques s'implique dans l'association intersyndicale VISA (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes) pour que les salarié-es ne se trompent ni de colère, ni de cible.

Pour tout savoir sur les faits et merisiers de l'extrême droite au pouvoir dans 15 municipalités, retrouvez les chroniques trimestrielles de VISA, «L'urgence des mesures brunes» et les bonnes réactions syndicales face aux incursions de l'extrême droite dans le monde du travail.





SNUIPP

Montée de l'extrême-droite Le SNUipp-FSU décrypte



Elections après élections, sondages après sondages, le Front National progresse... Et on ne peut plus écarter l'idée qu'il puisse un jour gouverner la France. Alors, bien sûr ! Il y a des raisons à cette poussée électorale. A commencer par l'incapacité de nos dirigeants politiques, à la parole de moins en moins crédible, d'entendre le cri sourd émis depuis plusieurs années par les salariés et citoyens de notre pays. Montée des inégalités, chômage, précarité, déclassement social, jeunesse à l'avenir incertain, fracture sociale et géographique... Autant d'éléments qui viennent nourrir le vote pour l'extrême-droite et lui permettre d'avoir une telle audience.

Donc, oui ! Il y a urgence à réorienter les politiques, abandonner l'austérité pour une politique de justice sociale et de progrès partagé, pour une politique qui se donne les moyens du « vivre-ensemble ». Car la « crise » n'est pas une fatalité, l'Europe peut être autre chose qu'un rouleau-compresseur ultra-libéral, la démocratie peut vivre autrement et la souveraineté des peuples peut être respectée.

A tout le moins, dans une période de tensions politiques, tant au niveau international qu'en politique intérieure, il est urgent de créer les conditions d'une société plus juste, d'un développement des mécanismes de solidarité et des services publics dont l'école. Quand des pans entiers de la société sont exclus, qu'une minorité s'accapare le fruit des progrès et les richesses, les fractures créées peuvent contribuer à l'éclatement de nos sociétés ou initier des processus politiques obscurantistes dont

l'Histoire nous a appris la douleur qu'elle infligeait aux peuples qui s'y abandonnaient.

Et ce danger est bien là, devant nous ! Et quoi que l'on pense des politiques à l'œuvre, il est une certitude absolue, c'est que l'horizon promis par Marine Le Pen et ses amis relève pour le coup d'un « suicide français ». Ségrégation raciale et sociale, exacerbation des fractures déjà à l'œuvre, régressions démocratiques et sur l'exercice des libertés : cette réalité serait bien, point pour point, l'exacte antagonisme de ce pour quoi nous avons défilé dans la rue les 10 et 11 janvier derniers. Il

serait, disons-le, en rupture avec l'idéal républicain qui fait le socle de notre aptitude à vivre ensemble car bien que ses dirigeants actuels s'en défendent, le Front National, tant par ses propositions actuelles que par son histoire, reste un parti d'extrême-droite.

Ceci dit, la situation est telle aujourd'hui qu'il ne suffit plus d'hurler « F comme Fasciste N comme Nazi » pour créer les conditions de son échec. Il nous faut reprendre méticuleusement un argumentaire sur ses propositions actuelles, expliquer, démontrer la nature du risque qui se dresse devant nous.

C'est ce travail auquel s'adonne le SNUipp-13 dans ce dossier. Dans le champ d'intervention qui est le nôtre, les enjeux sont de taille. L'École pour laquelle nous continuons de porter un projet d'égalité et d'émancipation est un

des socles du pacte républicain. A ce titre, elle mérite qu'on repousse avec force ceux qui proposent de la démanteler ou d'en défaire les missions.



Le SNUipp et la FSU s'engagent...

Comme toute organisation syndicale, nous nous fixons comme objectif de défendre les intérêts matériels et moraux des personnels que nous organisons. Mais notre conception du syndicalisme va au-delà.

Nous luttons également pour le respect et l'extension des droits sociaux, pour la défense et le développement des services publics de l'Éducation, pour les libertés et l'égalité

des droits, contre le racisme et les exclusions, contre le sexisme et les discriminations de toute nature. Il nous semble, que c'est à ce prix que l'on peut développer un syndicalisme utile et efficace.

C'est dans ce cadre que s'entendent nos positions sur l'extrême-droite en France, pour la défense d'une école pour tous.

Le Front National, danger pour l'école de la République ?

Comprendre le corpus idéologique de l'extrême-droite

Pour comprendre les fondements politiques de l'extrême-droite sur l'École, il faut se pencher sur le programme que défendait le Front National en 2002. Il y défendait, entre autres :

- des « sanctions sévères » contre « les tentatives d'endoctrinement » et de « manipulation idéologique des élèves par les enseignants ; la révocation des enseignants coupables de ces « manquements ».
- l'abrogation de la loi de 1998 relative à "l'obligation de mixité".
- l'institution du revenu parental pour permettre « d'éviter un recours excessif à la "classe maternelle" scolarisation trop précoce ».
- la révision des contenus et des programmes d'Histoire et de philosophie, que les enseignements d'Histoire et de Géographie privilégient la France et son identité, que l'Histoire mette l'accent sur les pages prestigieuses de notre passé.
- la suppression des Zones d'Éducation prioritaires, considérées comme un « racisme d'État ».
- l'application du principe de préférence nationale dans l'enseignement primaire et secondaire.
- la possibilité pour les forces de l'ordre de pénétrer dans les établissements scolaires.
- En matière de musique, peinture, sculpture, travaux manuels : la formation du « bon goût » ; le recentrage de l'enseignement du sport sur athlétisme, gymnastique, natation.
- la liberté sur les droits d'inscription pour les facultés ; le retrait progressif des financements d'État sur les formations professionnalisantes post-bac (IUT, IUP...) ; la défiscalisation des subventions aux établissements privés.

Stratégie de dédiablement, les formules changent, le corpus idéologique reste

En 2011, Marine Le Pen prend le pouvoir. Elle engage une stratégie politique visant à « dédiablement » le FN. Cette stratégie est avant tout une stratégie de communication. Pour la nouvelle direction finis les dérapages verbaux... les formules sont atténuées. Sur l'École, le projet est revisité. A la lecture du programme de 2012, on constate surtout que le FN s'emploie à être beaucoup moins précis. Certaines formules pouvant « choquer » le monde enseignant sont retirées. Pourtant si la vitrine est réarrangée, le corpus idéologique est inchangé. Jugez plutôt :

- l'autoritarisme comme principe de gouvernance envers les enseignants et les élèves : « La neutralité politique sera appliquée avec la plus grande fermeté » ;
- l'école des « pédagogues qui font de nos enfants des cobayes livrés à toute les expériences » est fustigée : « Les méthodes et l'état d'esprit pédagogistes n'y ont plus leur place » ;
- « l'apprentissage de la géographie française obligatoire. L'histoire de France retrouvera sa place au cœur de l'apprentissage » ;
- l'option libérale est maintenue : « créer un nouveau type d'établissement public sur le modèle des collèges et lycées ; supprimer le collège unique, rétablissement de l'apprentissage à 14 ans ; pas de créations de postes supplémentaires, réduction des postes dans l'Administration » ;
- Mais le FN surfe aussi sur certains thèmes défendus par les tenants d'une nostalgie de l'École d'avant, il s'attaque à la liberté pédagogique en s'appuyant implicitement sur des poncifs éculés : « obligation de la méthode syllabique, enseignement de la géographie sur des cartes »... comme si l'École faisait autre chose !
- Et la « préférence nationale » devenue « priorité nationale » reste la pierre angulaire de cette politique.

Non l'immigration n'est pas la cause de la crise !

Une équipe de chercheurs de l'université de Lille, sous la direction du Pr Xavier Chojnicki, a réalisé pour le compte du ministère des Affaires sociales une étude sur les coûts de l'immigration pour l'économie nationale. Travaillant sur des chiffres officiels, les chercheurs ont décortiqué tous les grands postes de transfert des immigrés. Il en ressort un solde très positif. Les chercheurs ont remis leur rapport en 2009, au terme de trois ans d'études. Les 47,9 milliards d'euros que coûte l'immigration au budget de l'Etat (2009) sont ventilés comme suit : retraites, 16,3 milliards d'euros; aides au logement, 2,5 milliards ; RMI, 1,7 milliard ; allocations chômage, 5 milliards ;

allocations familiales, 6,7 milliards ; prestations de santé, 11,5 milliards ; éducation, environ 4,2 milliards.

De leur côté, les immigrés reversent au budget de l'Etat, par leur travail, des sommes beaucoup plus importantes : impôt sur le revenu, 3,4 milliards d'euros ; impôt sur le patrimoine, 3,3 milliards ; impôts et taxes à la consommation, 18,4 milliards ; impôts locaux et autres, 2,6 milliards ; contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) et contribution sociale généralisée (CSG), 6,2 milliards; cotisations sociales, environ 26,4 milliards d'euros.

De la politique municipale du FN (liste non exhaustive des faits les plus marquants)

Une Politique antisociale, anti-culturelle et discriminatoire

Beaucaire : retrait des subventions à « La Maison du Vivre Ensemble » qui assurait, entre autres, du soutien scolaire.

Marseille 7ème secteur : vote contre tous les plans de rénovation urbaine des quartiers défavorisés et contre les subventions aux centres sociaux

Fréjus : fermeture d'un centre social

Hayange et Cogolin : Suppression des spectacles de danse orientale

Marseille 7ème secteur : Demande de présentation d'une carte d'identité pour assister au spectacle de Noël

Béziers : suppression du poste de « directeur des théâtres »

Une politique contre le pluralisme

Mantes-la-Ville et Hénin-Beaumont : fermeture des locaux de la LDH

Fréjus : suppression de l'abonnement de la Médiathèque municipale à Libération

Fréjus : évacuation d'un stand du Front de Gauche sur le marché de la ville

Fréjus : exclusion de la presse nationale des Conseils de Quartiers pourtant publics

Le Pontet : Réduction de la parole de l'opposition à 3 minutes au Conseil Municipal

Marseille 7ème secteur : le maire veut interdire l'enregistrement public et l'accès de la presse au Conseil Municipal (devant la pression des opposants, il renonce)

Une politique loin des principes de probité que ce parti entend défendre

Le Pontet : augmentation de 44% des revenus du maire (retroqué par la préfecture)

Le Luc, Cogolin : augmentation de 15% des revenus du maire

Hayange : Maire déclaré inéligible pendant un an pour avoir « commis un manquement d'une particulière gravité aux règles relatives au financement des campagnes

électorales ».

Fréjus : la société « La Patrouille de l'événement », fondée par des membres de l'extrême-droite reçoit tous les marchés municipaux d'événements, de spectacle et de culture.

Beaucaire : octroi de contrats à une société dirigée par des membres du FN.

Pas de rupture entre l'ancien et le nouveau FN

Marine Le Pen prétend incarner un nouveau FN et pourtant...

Marseille 7ème secteur : la directrice générale des services est l'ancienne directrice culturelle de Maignano au temps le FN dirigeait la ville dans les années 90 (suppression des abonnements La Marseillaise, Libération, L'événement du jeudi et introduction d'ouvrages révisionnistes à la bibliothèque municipale)

Cogolin : le directeur de communication du Maire est un des fondateurs du groupuscule d'extrême-droite Génération Identitaire

Beaucaire : le directeur adjoint de communication du Maire est un membre du même groupuscule Génération Identitaire

Béziers : 2 responsables du Bloc Identitaire font partie du cabinet du maire

Béziers : le Maire s'incline devant une stèle dédiée à l'OAS

Une politique qui s'en prend à l'Ecole, aux élèves et aux enseignants

Le Pontet : suppression de la gratuité des cantines scolaires pour les plus démunis.

Marseille 7ème secteur : plusieurs enseignants sont menacés lors d'un conseil d'Ecole (dépôt de plainte)

Beaucaire : le Maire dénonce le « coût » supposé des « élèves allophones »

Beaucaire : le Maire parle des enseignants qui refusent de siéger au CA de leur établissement après ses déclarations : « enseignants sans éducation, privilégiés, aigris et sectaires, dont le comportement n'a rien à envier à celui de 'racailles »

ANALYSE

Au cœur du projet politique du FN : Préférence nationale, xénophobie, racisme social et ses conséquences

Préférence nationale, une politique de l'exclusion

La « préférence nationale » reste la pierre angulaire du programme du FN. Rebaptisée « priorité nationale » par la nouvelle direction, le projet est identique et les premiers élus FN (maires, sénateurs...) ne cessent de rappeler que la première mesure qu'ils prendront le jour où ils auront accédé au pouvoir central sera de changer la Constitution afin de le mettre en œuvre.

Ce projet consiste à écarter les étrangers de l'accès à l'emploi, au logement, à la protection sociale. Et tant pis si ces salariés ont cotisé à la sécu, payé des impôts, s'ils travaillent en France depuis des années. Appliqué à l'École, cela implique que les enfants étrangers, sans-papiers ou non, en seraient exclus, en rupture fondamentale avec le principe républicain de l'accès à l'École pour tous.

Instrumentalisation falsifiée de l'immigration

Récemment, Marine Le Pen a justifié ses positions sur la question en expliquant que le problème de l'immigration, c'est que les étrangers s'installent en France étaient pauvres et que la France ne pouvait pas partager ses richesses. Nous rétorquerons à Marine Le Pen que contrairement à ce qu'elle raconte, un rapport de chercheurs de l'Université de Lille publié en 2009 a démontré que les immigrés recevaient 47,9 milliards de prestation mais qu'ils contribuaient aux richesses nationales à hauteur de 60,3 milliards, soit un excédent budgétaire de 12,4 milliards d'euros annuels.

Mais on est là au cœur de l'idéologie du FN. D'abord, il s'agit d'un dogmatisme aveugle. Mais sur le fond, il s'agit surtout de fractionner la société française. On exclut « les pauvres », en l'occurrence sur fond de xénophobie. Loin de proposer une plus juste répartition des richesses ou des mesures concrètes pour protéger les plus faibles, Marine Le Pen souhaite exclure de la solidarité nationale des pans entiers de la population.

Extension de la notion « d'étranger »

La xénophobie frontliste est en fait au cœur d'un projet plus vaste qui relève du racisme social. Car l'idéologie du FN va plus loin. Lors de la campagne

électorale pour les élections départementales de mars 2015, à Marseille, le FN distribue un tract stigmatisant les « enclaves étrangères », désignant explicitement les quartiers nord de la ville.

Pourtant, dans les quartiers nord, la part d'étrangers ne dépasse pas 12%. Mais M. Ravier, maire FN du 7ème secteur, confirme ses propos lors du Conseil d'Arrondissement qui suit, assimilant de fait l'ensemble de la population issue de l'immigration « récente » aux étrangers.

Le principe de « préférence nationale » associé à l'extension de la définition d'« étranger » conduit de facto à promouvoir une politique de ségrégation sociale et « raciale », assimilant étrangers et populations issues de l'immigration récente, pour mieux les rejeter et leur dénier leur appartenance à la communauté nationale.

Encore plus loin ! M. Ravier soutient publiquement la « théorie du grand remplacement » reprise par Zemmour qui légitime l'idée d'un départ forcé des 5 millions de Musulmans Français...

Rupture avec les principes républicains



On s'interroge souvent sur le caractère « républicain » ou encore « démocratique » du Front National. On constate aussi la stratégie de dédramatisation mise en œuvre par Marine Le Pen, qui tend à laisser penser que le FN a changé, qu'il ne présente plus le même risque.

Mais force est de constater à la lecture attentive de ses thèses programmatiques, que la logique politique de ce

parti est une logique de fractures, de communautarisation des débats, de discrimination, de ségrégation... pouvant, osons le mot conduire à des processus de « guerre civile ».

Le FN est-il un parti républicain ? Une chose est sûre : pour mettre en œuvre sa politique, il a besoin de changer la Constitution et de tourner le dos aux fondements de l'idéal républicain : liberté, égalité, fraternité, justice sociale.

Et si demain s'il arrivait qu'il prenne le pouvoir, nul doute que le visage de notre société en serait profondément changé.

Le FN a-t-il vraiment changé ?

La question anime le débat public : le FN a-t-il changé ? Est-il devenu un « parti comme les autres » ?

La réponse doit se décliner en deux temps.

Certes, les nouveaux dirigeants ont engagé une stratégie de « normalisation ». Mais cette stratégie est d'abord une stratégie de communication. Plus de « dérapages verbaux » comme au temps où Jean-Marie Le Pen dirigeait le parti. Les dirigeants prétendent être « républicains », « laïques », « démocrates » et même « antiracistes » et « antifascistes ». Pourtant derrière cette stratégie à forte connotation opportuniste, le FN a-t-il vraiment changé ?

On peut en douter... Si certains considérants politiques évoluent, le fond idéologique reste inchangé.

La question de la « priorité nationale » reste la pierre angulaire de son programme. De ce point de vue, aucun changement... Et on a vu précédemment les incidences que sa mise en œuvre aurait.

Sur le terrain social, le syndicalisme est attaqué de manière virulente. La direction du FN qualifiait en 2010, les acteurs des mobilisations sociales contre la réforme des retraites d'« émeutiers ».

L'idée qu'il y aurait 2 FN est parfois entretenue par les dirigeants actuels eux-mêmes. Pourtant, les « vieux dirigeants » du FN conservent toute légitimité. Dans notre région, Stéphane Ravier se réclame publiquement du « FN canal historique ». Et Jean-Marie Le Pen reste président d'honneur du parti et sera tête aux prochaines élections régionales de décembre 2015.

Le FN n'a pas rompu avec les groupuscules violents d'extrême-droite. A Marseille, ses dirigeants revendiquent la présence de membres de l'Action Française, par ailleurs membres du Service d'Ordre du Maire du 13-14, sur leurs listes lors des dernières municipales. Rappelons que l'Action Française a pour objectif politique la fin de la République.

En juin dernier, Jean-Marie Le Pen (donc futur candidat investi par son parti aux prochaines élections régionales) était de nouveau auteur de propos antisémites promettant des « fourmées » d'artistes [juifs]. Marine Le Pen, refusant de condamner les propos sur le fond se contentera de parler d'« erreur politique » : preuve s'il en est que le fond reste commun, seule la forme change.

Dans sa volonté de « dédramatiser » son parti, Marine Le Pen va même jusqu'à exclure certains candidats auteurs de propos outranciers, quand l'affaire est soulevée par les médias. A Marseille, 1/4 des listes de listes investies lors des élections municipales sont ainsi démisées en cours de campagne : preuve qu'il y a du ménage à faire...

Et pourtant, lors des élections cantonales de mars 2015, de nombreux candidats auteurs de propos insupportables restent investis...

Voyage au pays de l'horreur

« Il y a des battues contre les sangliers... les loups... contre les lynx... contre les ours, etc. Et si on organisait plutôt des battues contre les arabes, on sauverait peut-être la France » - Candidat FN dans l'Aude

« Je demande solennellement aux français d'origine étrangère de nous sauver une seconde fois. En rentrant chez eux » - Candidat FN en Mayenne

« La gay pride contrevient au bien et n'a pas le droit de cité dans l'espace public. » - Candidat FN en Mayenne

« F.R.A.N.C.E. : Fédération des Réfugiés Arabes Nourris par les Caisses de l'Etat : il se reproduit rapidement en milieu européen. La famille peut mettre entre 10 et 15 niquetamères dans sa vie » - candidat FN Gironde

« Explosion suivie d'un incendie dans une boucherie halal. Trop bon... » - Candidate FN Seine-et-Marne

« Mariage pour tous = mariage homosexuel et blanc-seing à toutes les perversions » ; « vivre ensemble = multiplication des zones de non-droit à population majoritairement africaine » ; « Education nationale = propagande gauchiste et socialiste apprenant aux enfants à détester leur propre pays et faire de la place pour le monde entier » - Candidate FN dans l'Indre

« Opération Pédalo et islamectomie : comment débarrasser la France de la Hollande et de l'Islam ? L'islamophobie est un droit, combattre l'Islam un devoir. » - Candidat FN Hauts-de-Seine

« On pourrait aussi arrêter le traitement du ROM, non ? D'autant plus que le parasite n'a jamais cotisé à la sécu ou même payé une assurance... » - Candidat FN-Puy-de-Dôme

« L'Islam et les Mahometans sont la nouvelle peste bubonique du 21ème siècle. A combattre à éliminer sans hésitations par tous les moyens possibles » - Candidat associé FN Ariège

Toutes ces déclarations ont été tenues par des candidats qui n'ont pas été sanctionnés par Marine Le Pen et son parti.

Le Front National, danger imminent ?

Oui, le Front National est aux portes du pouvoir. L'extrême-droite dirige déjà 13 villes en France. Il pourrait conquérir plusieurs régions en décembre 2015 (dont la région PACA).

Quel que soit le crédit qu'on apporte à ces pronostics, plusieurs éléments sont incontournables :

1. Les succès du FN lors des élections locales lui permettent de s'implanter et de se renforcer. Il y a donc un vrai enjeu à lui barrer la route à chaque échéance électorale.

2. Son audience et ses résultats électoraux lui permettent de peser sur l'ensemble du débat public.

Sur quels éléments construit-il son succès ?

Au-delà des éléments indiqués dans l'édition, les récents progrès du FN s'appuient sur deux éléments :

- Une porosité désormais conséquente entre son électorat et celui de l'UMP.

- Une abstention massive de l'électorat de gauche déçu de la politique menée depuis 2012, notamment dans les classes sociales les plus défavorisées.

Quelles réponses apporter ?

1. Il y a évidemment urgence à réorienter les politiques économiques. La réduction des déficits publics ne peut justifier la violence des politiques libérales à l'œuvre en France et partout en Europe.

2. En situation de crise, les fractures sociales deviennent intolérables. Il faut donc engager des politiques qui réduisent les inégalités, renforcent les mécanismes de protection sociale et les services publics qui sont des outils de solidarité nationale et qui permettent d'atténuer les effets de la crise et de protéger les populations les plus fragiles.

3. Les partis républicains doivent cesser d'instrumentaliser les sans-papiers, les étrangers ou les français issus de l'immigration.

4. Il faut enfin créer les conditions d'une mobilisation citoyenne et sociale, seule à même de stopper la dynamique électorale du FN. C'est ce à quoi travaillent le SNUipp et la FSU.

Le SNUipp et la FSU participent au collectif unitaire : « Tous uni-e-s contre l'extrême- droite ! »

qui rassemble à ce jour ATTAC Aix-en-Provence, ATTAC La Ciotat, ATTAC Marseille, Ballon Rouge, CGT Retraités Cheminots 13, CNT 13, CNT-SO 13, Collectif Marseille 13/14 de veille et de lutte contre l'extrême droite, Ensemble 13, FERC Sup CGT Université d'Aix-Marseille, FIDL 13, FSU 13, LDH 13, MMF 13, MSED, NPA 13, PCF 13, PG 13, Quartiers Nord Quartiers Forts, Résister Aujourd'hui, Solidaires 13, SNUipp-FSU 13, Sud Education 13, UD CGT 13, UNL 13, VISA 13

A VOS AGENDAS

**7 juin : Journée « Tous uni-e-s
contre l'extrême-droite »
Aux Docks des Sud -
14h/Minuit**

Le dimanche 7 juin 2015, l'ensemble des signataires de l'appel unitaire départemental organisent une grande journée de débat et de mobilisation contre l'extrême-droite aux Docks des Sud !

Analyses, débats, concerts... Cette journée doit marquer le début d'une mobilisation citoyenne et sociale pour endiguer la montée de l'extrême-droite dans notre département et en France.

INITIATIVES DU SNUipp-FSU

Analyser et comprendre la montée du FN, évaluer les risques pour l'Ecole et pour la République, créer les conditions d'une mobilisation citoyenne et sociale pour l'endiguer :

Le SNUipp-FSU fait appel à vous et crée les cadres de débat :

- **Samedi 11 avril : Réunion de la commission « SNUipp contre l'extrême-droite »** (9h30-12h)

Local du SNUipp-FSU, 2 square Cantini - 13006 Marseille

- **Jedi 4 juin : Stage syndical : « Analyser et combattre la montée de l'extrême-droite »** (9h-16h)

Local du SNUipp-FSU, 2 square Cantini - 13006 Marseille

Formulaire de stages et demande d'autorisation d'absence à remplir sur le site du SNUipp ; s'inscrire un mois avant (dernier délai).



PAS UNE VOIX POUR LE FN EN PACA COMME AILLEURS

**1 UN PROGRAMME RACISTE, RÉACTIONNAIRE,
MANIPULATEUR ET AU SERVICE DU PATRONAT !**

**2 LES CANDIDATS FN EN PACA
LABORATOIRE D'UNIFICATION DES EXTRÊMES DROITES**

3 LES ALLIÉS DU FN EN PACA !

En campagne pour les régionales en PACA, MMLP fait feu de tout bois et instrumentalise sans scrupules les événements du 13 novembre pour alimenter les peurs et justifier une politique anti-sociale mêlant austérité, violences et préférence nationale. Ces politiques si elles étaient appliquées auraient des conséquences dramatiques sur les populations les plus fragilisées (précaires, chômeurs, travailleurs pauvres, femmes...) et anihilerait complètement le tissu social indispensable à la construction d'une société basée sur la solidarité, le progrès social et le vivre ensemble.

1 UN PROGRAMME RACISTE, RÉACTIONNAIRE, MANIPULATEUR ET AU SERVICE DU PATRONAT !

UN DOUBLE DISCOURS

Le FN, une fois encore multiplie les propositions contradictoires dans ses propres écrits ! En effet, alors que la campagne des Régionales « bat son plein » et que MMLP clame haut et fort son slogan « Une nouvelle chance pour notre région », il semble surprenant que le projet national du FN, disponible sur son site internet, discrédite ces mêmes régions, en les qualifiant de « féodalités locales ».

De même, le FN est si peu convaincu de l'utilité de ces Régions qu'il revendique dans son projet national une « Baisse de 2% des dotations de l'Etat aux conseils généraux et conseils régionaux » ainsi que le « Transfert progressif à l'Etat des compétences relatives aux transports régionaux... ». Il envisage en prime d'ôter du pouvoir aux régions par le « Transfert progressif à l'Etat des compétences relatives aux transports régionaux et à l'action économique », et ajoute plus loin « L'Etat reprendra progressivement la compétence du transport, largement abandonnée aux régions dans le cadre d'une décentralisation non maîtrisée. ».

Outre le fait que le projet présidentiel du FN prévoit de retirer cette compétence aux régions, ce même projet précise : « Le rapprochement entre la SNCF et RFF permettra de mettre progressivement fin à l'absurde séparation entre ces deux entités complémentaires. Cette séparation a été imposée par l'Union européenne au nom d'une « concurrence libre et non faussée ». Donc un retour au service public de la totalité de l'activité ferroviaire ? Mais, côté MMLP c'est un autre discours puisque son projet régional prévoit quant à lui un « Nouveau contrat limité dans le temps (3 ans) pour une réévaluation rapide et la prise en compte de l'ouverture prochaine à la concurrence. »

Autre contradiction : alors que le projet présidentiel prévoit « une complémentarité entre les lignes à grande vitesse et les réseaux régionaux. », MMLP, quant à elle, se prononce pour « L'abandon du projet extravagant de LGV PACA ».

Le FN avance aussi que « Les collectivités territoriales devront maîtriser leurs effectifs et présenter chaque année au préfet de leur département [...] un plan impératif de réduction ou de stabilisation de leurs effectifs ».

« ALORS QUE LE PROJET PRÉSIDENTIEL DU FN PRÉVOIT « UNE COMPLÉMENTARITÉ ENTRE LES LIGNES À GRANDE VITESSE ET LES RÉSEAUX RÉGIONAUX », MMLP, ELLE, SE PRONONCE POUR « L'ABANDON DU PROJET EXTRAVAGANT DE LGV PACA. »

Donc, dans son projet présidentiel, le FN souhaite retirer deux des principales compétences des Régions (transports et action économique), revendique une baisse des dotations de l'Etat et une réduction des fonctionnaires territoriaux !

Comment dans ces conditions prendre au sérieux l'ensemble des promesses des candidat-e-s FN dans les Régions ?

La réalité est que le FN, comme à son habitude développe un opportunisme sans complexe et s'adresse différemment à la population en fonction des élections, de la période, du lieu etc...

N'a-t-il pas préconisé au soir des attentats du 13 novembre, une suspension de la campagne des régionales ? Effet d'annonces... Ces propositions étant balayées les jours qui suivirent.

LES TRANSPORTS

Sur la question des transports en PACA, et notamment sur le transport ferroviaire MMLP critique beaucoup certes, mais que propose-t-elle ?

Dans un des prospectus de MMLP nous pouvons lire que : « *tout ce que nous proposons dans notre projet est réaliste et réalisable* » ! FAUX !

Tout d'abord, avec un des fers de lance du FN : les questions sécuritaires. Elle propose la création d'une « *Police régionale des transports telle qu'il en existe en Ile-de-France* »...sauf que la sous-direction régionale de la police des transports, anciennement police régionale des transports, est une sous-direction spécialisée et une des composantes de la préfecture de police de Paris. Ce n'est donc pas à la Région que revient la création d'une telle police mais à la préfecture.

Une belle preuve d'incompétence et de promesse qu'elle ne pourra de toute façon pas tenir en tant que présidente de Région et sans l'action du préfet de Région ! No comment !

Mais MMLP n'en est pas à une incohérence près puisque qu'elle arrive même à se contredire dans son propre programme : au tout début de la partie relative aux transports, dans son projet régional, elle explique que « *Notre région cumule l'autoroute la plus chère et la plus saturée de France* ».

Cela ne l'empêche pas, plus loin, de revendiquer le développement des lignes de bus comme une des solutions alternatives au train ! Sur cette même autoroute ? Ça promet !

Alors qu'elle critique énormément le fonctionnement défaillant de la SNCF, le long projet régional de MMLP ne précise, à aucun moment, les raisons de ces défaillances, qui sont évidemment dues à un politique de privatisation de la SNCF, à un manque de moyens et de personnels. Pour MMLP la solution réside dans le type de gouvernance de la région : « *Nous incarnerons une Région qui pilote et dirige, une Région qui ne se laisse pas imposer ses conditions par la SNCF... ou la CGT !* », et s'en prend au passage au syndicalisme cheminot, en essayant de faire croire que ce dernier serait complice et responsable de la dégradation du service public de la SNCF et des TER ! Qui peut sérieusement le croire ! En revanche, en dehors du recrutement de contrôleurs pour lutter contre la fraude et l'insécurité (MMLP a une belle et réductrice vision du métier !), nulle part elle ne propose l'embauche de personnels supplémentaires dans les gares, pour la maintenance, des conducteurs etc...

Enfin, nous aurions aimé savoir ce que pensait MMLP du coût du transport ! Rien à ce sujet ! Ah si, dans un des prospectus nous trouvons une dénonciation de la proposition de Christian Estrosi des transports à 1€ (sic!). Et que propose-t-elle en retour ? Rien ! Pour un parti qui se soucie des pauvres, ne rien dire sur le coût des transports est pour le moins étonnant !

MARION MARÉCHAL LE PEN C'EST AUSSI..

Une politique raciste :

Dans le projet régional de MMLP il est indiqué : « *A Marseille, l'Association d'aide aux populations immigrées perçoit 24 000 € de la Région. A Toulon, c'est l'Association de défense, assistance juridique et éducative des travailleurs immigrés qui est subventionnée à hauteur de 25 000 €. Dans le Var toujours, à Fréjus, l'Association de solidarité avec les travailleurs immigrés touche 60 000 €, auxquels on peut rajouter les 6 000 € de son antenne aixoise ou les 1 500 € de celle de Martigues. [...] Les centaines de milliers d'euros qui sont alloués à ces associations ne le sont pas à d'autres.* » C'est clair, la région sous MMLP c'est la fin des subventions aux associations de solidarité avec les immigré-e-s !

...et islamophobe :

« *Si des Français peuvent être musulmans et exercer leur foi, il faut qu'ils acceptent de le faire sur une terre qui est culturellement chrétienne. Ça implique aujourd'hui qu'ils ne peuvent pas avoir exactement le même rang que la religion catholique.* » Pour MMLP, il y a des citoyens français de seconde zone : les musulmans !

L'ACTION ECONOMIQUE

Le développement économique est, pour MMLP, « une compétence territoriale de la Région. Pour autant, elle n'est pas la priorité. 100M€ sont actuellement réservés aux entreprises. C'est moins que l'aide aux associations. Nous, nous prévoyons de débloquer 500M€ d'ici à la fin de notre mandat »

MMLP prévoit donc de débloquer 500M€ de la région pour venir en aide aux TPE et PME. Multiplier par 5 ce budget va forcément nécessiter des coupes dans d'autres secteurs. Au vu de la référence aux associations qui est faite dans la citation ci-dessus, il est à craindre qu'elles en fassent les frais ! Associations culturelles ? Sociales ? De solidarité ? Acteurs de l'économie sociale et solidaire ? Lesquels seront sacrifiées au profit d'une aide aux entreprises ?

Parce que la volonté de MMLP est bien de favoriser le patronat : « nous voulons placer la Région aux côtés des entrepreneurs. Nous pensons qu'à une forme de fatalisme économique (« C'est la crise ! ») doit répondre un véritable volontarisme politique (« Ensemble, retroussons-nous les manches ! »). Encore une belle phrase incantatoire...et surtout encore des aides aux intérêts du grand patronat, sans un mot sur les salarié-e-s ! En la matière cela ne représente pas du tout une alternative car totalement dans la continuité des politiques actuelles ou précédentes.

D'autant que le FN prétend ici favoriser avant tout les TPE/PME mais développe immédiatement après l'idée d'une « politique audacieuse et volontariste de réindustrialisation de PACA », autrement dit des entreprises qui dépassent le cadre des TPE/PME.

Or, que retrouvons nous comme dispositifs d'aide à cette « politique audacieuse de réindustrialisation » ? : L'« augmentation de l'intervention régionale en matière de financement de la Recherche et de l'enseignement supérieur ».

ainsi que la « Multiplication des partenariats entre recherche publique et recherche privée ».

MMLP propose donc pour favoriser la réindustrialisation de la région...une logique déjà à l'oeuvre, à savoir un asservissement de plus en plus grand de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche au secteur privé ! Là encore elle ne se distingue en rien des actuels tenant du pouvoir, comme de leurs prédécesseurs.

Puis c'est par un « patriotisme régional » que MMLP compte résoudre bon nombre de problèmes : « favoriser les entreprises locales, par exemple pour les 15 millions de repas servis chaque année aux lycéens de la région ». Avec un « Objectif 50% minimum de produits locaux dans les cantines de nos lycées en nous appuyant sur les normes environnementales (bilan carbone) et sociales (réduction du nombre d'intermédiaires) dans les appels d'offres. » Ici nous voyons très bien que les arguments mis en avant sont d'ordre « écologiques » et « de proximité ». Mais MMLP ne propose nullement de le faire dans le cadre d'un service public de la restauration scolaire, et préfère l'offrir en cadeau aux entreprises privées aux travers « d'appels d'offres » !

Concernant la formation professionnelle, MMLP déplore une « situation inacceptable, traduisant le fossé existant trop souvent entre l'offre de formation et les possibilités de débouchés professionnels. » et son projet régional vise à « Faire face au chômage en réorganisant la formation professionnelle en fonction de la demande réelle des entreprises et du monde du travail. ». Ici MMLP ne met nullement en cause les entrepreneurs eux-mêmes, les entreprises qui licencient, les CDD non reconduits etc...mais propose même que ce soit la formation professionnelle qui s'adapte à la réalité économique. Une formation professionnelle donc aux ordres des entreprises et de leurs besoins, d'autant plus si comme le propose MMLP des « conventions de partenariat public/privé » sont passées !

MARION MARÉCHAL LE PEN C'EST AUSSI..

Une politique homophobe :

«Il n'est pas question de leur verser un sou de rien à la région !» en parlant des associations LGBT.

2

LES CANDIDATS FN EN PACA

Laboratoire d'unification des extrêmes droites

La campagne des élections régionales PACA 2015 de MMLP est axée sur les thématiques identitaires. Les départements de PACA sont, avec ces élections régionales 2015, un vaste laboratoire d'unification des extrêmes droites françaises.

La désignation controversée de Philippe Vardon, ancien responsable du Bloc Identitaire, comme colistier sur la liste FN des Alpes Maritimes est un choix qui vient contredire les volontés de MLP depuis le début de l'entreprise de dédramatisation du FN. JMLP et sa fille MLP ont toujours refusé de s'allier à Vardon, l'un des représentants les plus sulfureux de la mouvance identitaire.

« C'EST UN GRAND REMPLACEMENT QUI S'OPÈRE. JE VOUS PROPOSE LE CHOIX DE LA SUBLIME RÉSURRECTION »
MMLP LE 6/11/2015

En novembre 2011 MLP fustigeait le Bloc Identitaire : « Vous savez pourquoi je ne peux pas faire alliance avec le BI ? Pour une raison simple c'est qu'ils sont européistes et régionalistes et ils contestent le rôle fondamental que j'accorde à la nation ». De plus, MLP n'est pas partisane de la « vision » complotiste du Bloc Identitaire sur la théorie du « Grand Remplacement ».

Philippe Vardon fut évincé du Rassemblement Bleu Marine, sa demande d'adhésion n'a jamais été validée.

Quant à Marion Maréchal Le Pen, elle revient sur son thème favori de l'immigration : « c'est un grand remplacement qui s'opère. Je vous propose le choix de la sublime résurrection ». Les divergences profondes ne semblent donc pas déranger la tête de liste pour la région PACA : « ce qui nous unit, c'est l'amour inconditionnel de la France, de ce qu'elle est et de ce qu'elle sera » lança-t-elle en parlant des ex-identitaires présents sur sa liste.

Marion Maréchal Le Pen, qui se revendique catholique pratiquante, participe régulièrement au pèlerinage de Chartres organisé par les catholiques traditionalistes.

Qui est Philippe VARDON ? Même si il n'en fait plus partie, Philippe Vardon est le cofondateur du Bloc Identitaire. Groupuscule d'extrême droite dont les membres sont abonnés aux provocations et aux agressions. Le Bloc Identitaire avait notamment occupé le toit de la Mosquée de Poitiers en 2012, distribué de la soupe au lard aux SDF excluant de fait les musulmans, et organisant des virées de « sécurisation » dans les transports en commun de certaines villes.

Le grand remplacement est une théorie de type conspirationniste, selon laquelle il existerait un processus de substitution de population sur le territoire français métropolitain, dans lequel le peuplement européen serait remplacé par une population non européenne, originaire en premier lieu d'Afrique noire et du Maghreb. Ce changement de population impliquerait un changement de civilisation, et ce processus serait soutenu par une majorité des élites politiques, intellectuelles et médiatiques, soit par idéologie, soit par intérêt.

Les principaux arguments de cette thèse, qu'ils soient démographiques ou culturels, sont réfutés par la grande majorité des spécialistes, qui récusent la méthode dont elle émane autant que la logique qui la sous-tend.

Cette thèse a été introduite par l'écrivain français engagé à l'extrême droite Renaud Camus. Elle fut notamment le titre de l'une de ses allocutions publiques, faite en novembre 2010, et de l'un de ses ouvrages, *Le Grand Remplacement*, publié en 2011. Elle est principalement utilisée en tant que néologisme politique : tout d'abord par son auteur, dans le programme des deux micro-partis nationalistes qu'il fonde, puis de façon plus générale par l'extrême droite française, notamment la mouvance identitaire, tout en étant considérée comme complotiste par certains dirigeants du Front national.

L'ACTION CULTURELLE Une culture à la solde du FN !

Quand on sait que pour MMLP « *La vérité c'est que les sociétés multiculturelles sont des sociétés multiconfliktuelles* », on est en droit d'avoir peur sur le devenir de la culture en région PACA.

Si elle précise que « *Contrairement à ce qu'on a pu entendre, nous n'avons pas pour ambition de baisser le budget de la culture* », elle rajoute tout de même « *En revanche, nous souhaitons une culture populaire pour mettre en valeur notre patrimoine* ». Puis, MMLP s'en prend aussi violemment à l'art contemporain : « *dix bobos qui font semblant de s'émerveiller devant deux points rouges sur une toile, car le marché de la spéculation a décrété que cet artiste avait de la valeur, n'est pas franchement ma conception d'une politique culturelle digne de ce nom* ». Comme elle le dit, ce n'est pas SA conception d'une politique culturelle digne de ce nom. Au FN, la culture doit correspondre à leurs goûts ! Autrement dit, une culture où les notions de diversité, de liberté, de solidarité, de multiculturalisme... disparaîtront pour être remplacées par une culture unique, ethnocentrée et régionaliste !

S'il y a bien un domaine dans la société qui ne doit pas souffrir de censure c'est bien la culture. Le FN ne l'entend pas de la même oreille, montrant ainsi son véritable visage.

Mais la culture au FN c'est aussi l'exemple de Fréjus, où le maire FN David Rachline a fait jouer dans les arènes de sa ville, en juillet 2015, le groupe de rock identitaire et d'extrême droite *In Memoriam*.

Fondé en 1996 par de jeunes étudiants nationalistes, *In Memoriam* fut l'une des formations les plus influentes de la scène rock d'extrême droite durant ses six années d'existence (1996-2002). Elle a bâti l'essentiel de sa réputation sur le terrain de l'activisme ultra nationaliste ou le combat en faveur de la Serbie de Milosevic, en pleine guerre du Kosovo.

Fidèle à ses « racines catholiques », MMLP propose un « *grand projet de spectacle historique régional inspiré du parc du Puy-du-Fou* » ! Et a une conception toute relative de la laïcité : « *Affirmation de nos traditions populaires et de notre héritage civilisationnel notamment en installant des crèches dans l'ensemble des bâtiments de la Région en période de Noël* ».

Pas étonnant que les propositions racistes ressortent : « *Suppression des subventions versées aux associations communautaristes ou aux organismes d'aide à l'immigration clandestine* ». Outre le fait qu'ici sont mises dans le même panier les « *associations communautaristes* » (?) et les « *organismes d'aide à l'immigration clandestine* », MMLP développe ici un rejet clair de toute forme de solidarité envers des populations en difficulté et définit par l'appellation « *associations communautaristes* » toute association qui sortira du champ de la culture du patrimoine de PACA !

Puis, elle en rajoute une couche avec le « *refus des exigences religieuses dans les cantines* »...allant même jusqu'à dire que « *Ces revendications dans nos cantines témoignent surtout d'une réalité bien criante dans de nombreux secteurs de notre région : la substitution de population !* ». Ici le thème du « *grand remplacement* » est clairement identifié !

C'est bel et bien une « *croisade* » que compte mener MMLP, un délire raciste qui essaie de nous faire croire à une invasion du « *vieux monde catholique* » par des hordes d'étrangers !

Enfin, n'oublions pas que début septembre 2015, Stéphane Ravier a organisé une manifestation devant l'Hôtel de Région pour protester contre une subvention régionale accordée à deux artistes !

S'attaquer à la culture, c'est ainsi que s'amorce la montée du fascisme !

MARION MARÉCHAL LE PEN C'EST AUSSI..

Une politique de régression des droits des femmes :
Marion Maréchal-Le Pen, lors d'un meeting en novembre dernier, a promis de supprimer les subventions aux plannings familiaux. Et d'ajouter « *Je considère qu'aujourd'hui, ce sont des associations politisées, on le sait bien, et elles véhiculent une banalisation de l'avortement.* ».

Philippe de Beauregard est maire FN de Camaret sur Aigues. Catholique Intégriste chrétienté solidarité il a dernièrement censuré dans sa ville l'affiche du film « la Belle saison », parce que ce film n'était pas compatible avec ses idées.

Marc Etienne Lansade est candidat tête de liste dans le Var. Maire FN de Cogolin depuis Mars 2014. Il s'est fait remarquer de nombreuses fois et notamment pour avoir recruté Julien Langella un ancien de Génération Identitaires dont le slogan favori est « 732 : souviens toi de Charles Martel ».

Frédéric Boccaletti est secrétaire départemental FN du Var. Il est aussi le directeur de campagne de MMIP aux élections Régionales 2015. Il fut condamné pour violence avec arme en réunion. Il a écoupé d'un an de prison avec sursis dont six mois ferme. Proche des milieux négationnistes et identitaires dont le parti populiste auquel il a appartenu. Il a des contacts avec Eric Delcroix l'avocat des négationnistes. Laurent Lopez conseiller général de Brignoles est fasciné par le III^{ème} Reich. Pierre Royet est un ancien du MNR.

3 LES ALLIÉS DU FN EN PACA !

LA FACHOSPHERE

Une des figures du mouvement identitaire Philippe Vardon, réputé pour ses actions-choc anti-musulmans est candidat sur la liste FN en PACA. Figurent également en position éligible des anciens membres de la mouvance identitaire. Menée par Olivier Bettati, ancien secrétaire national de l'UMP, la liste "La France Plein Sud" a ainsi placé Philippe Vardon, à la cinquième place sur 29 colistiers. Un autre ancien de cette mouvance radicale d'extrême-droite, Benoît Lœuille, est placé lui en n°7. Daniel Philippot, le représentant local du Centre national des indépendants et paysans (CNIP), figure quant à lui en onzième position. Et pour finir, on retrouve également un fidèle de Jean-Marie Le Pen, Marc Rocca, à la 19^e place.

Ce rapprochement n'a rien de surprenant, en effet le discours et le vocabulaire du Bloc Identitaire se retrouvent dans celui de Marion Maréchal Le Pen et de ses militants, des termes comme « Français de souche » « remigration » ou encore « grand remplacement » sont volontiers repris par MMIP. D'ailleurs l'écrivain d'extrême droite Renaud Camus à l'origine de la théorie du « grand remplacement » vient d'annoncer son adhésion au SIEL (Souveraineté, indépendance et libertés), un parti également allié du FN.

Aussi c'est sur les réseaux sociaux que les identitaires sont le plus actifs, la fachosphère ne s'est jamais aussi bien portée, des sites comme « riposte laïque » « fdesouche » ou encore « égalité et réconciliation » voient leur fréquentation augmenter de façon exponentielle depuis quelques années et particulièrement depuis les événements de novembre à Paris et Saint-Denis. La technique est simple, faire du buzz, s'emparer de faits divers à caractère raciaux ou religieux et les diffuser, travailler à l'amalgame, à la manipulation et à la confusion des images.

C'est bien la présence des Identitaires et autres groupes fascisants sur les réseaux sociaux qui leur permet d'être reconnus en matière de communication et de propagande, et le FN toujours en manque de cadres ne s'y est pas trompé.

Alors que Marine Le Pen et Phillipot dans un désir de dédramatiser le parti avaient d'abord exclu toute alliance avec « le Bloc » lors des dernières municipales, plusieurs maires frontistes ont tout de même embauché des Identitaires au sein de leur service de communication, Julien Langella par Marc-Étienne Lansade à Cogolin ou encore Damien Rieu par Julien Sanchez à Beaucaire.

Philippe Vardon est passé par le GUD (syndicat étudiant d'extrême droite) et par les Jeunesses Identitaires dont il a été le porte parole. Une fonction qui lui vaudra en 2007 une condamnation pour incitation à la haine raciale. Le tribunal de grande instance de Nice avait alors considéré les Jeunesses Identitaires comme une rémanence d'Unité Radicale, dissoute en 2002 suite à l'attentat de Maxime Brunerie contre Jacques Chirac. Philippe Vardon s'est également illustré au sein de « Fraction », un groupe de rock identitaire. A Nice il crée et dirige un temps la branche locale du Bloc Identitaire, « Nissa Rebela » qui milite contre les mosquées. En 2014 aux municipales il présente une liste et obtient 4,4%. Pour Marion Maréchal Le Pen, Philippe Vardon représente un poids électoral certain. Au premier rang de ses inspirations étrangères, Philippe Vardon évoque le populiste italien Matteo Salvini, chef de la Ligue du Nord.

Dans les Alpes Maritimes sur la liste d'Olivier Bettati, ancien secrétaire national de l'UMP, Philippe Vardon est ainsi placé à la 5ème place. Un autre ancien de cette mouvance radicale d'extrême droite est Benoît Loeuillet, libraire, éditeur et secrétaire général de « Nissa Rebela », placé lui en 7ème place. En 2010 il émit tête de liste Ligue du Sud aux élections régionales.

Sur le blog des identitaires Benoît Loeuillet milite pour la création dans chaque grande ville de Maison de l'Identité comme à Nice dont il préside « Lou bastioun » attenante à sa librairie.

Daniel Philippot, le représentant local du CNIP (Centre national des Indépendants et Paysans) figure lui en 11ème position et on trouve également un fidèle de JMLP, Marc Roeca à la 19ème place.

Dans les Hauts Alpes, Armaury Navarranne est candidat tête de liste. Il s'est passionné très tôt pour la politique après avoir entendu pour la première fois JMLP à l'opéra de Toulon en 1996 à l'occasion du XVème centenaire du baptême de Clovis. Proche de Bruno Goldnisch il est aujourd'hui son collaborateur au parlement européen.

Dans les Bouches du Rhône, Stéphane Ravier est candidat tête de liste. Il est fonctionnaire des PTT devenue commercial à Orange. Maire de secteur du 13-14 arrondissement de Marseille depuis Mars 2014. Il doit tout à JMLP, il défend la théorie du « Grand Remplacement ».

Valeries Laupies, directrice d'école et candidate FN à la mairie de Tarascon, Alain Avello Professeur de Philosophie, Gilles Lebreton professeur de droit public et longtemps conseiller politique de MLP à l'Enseignement Supérieur et Yannick Jaffré professeur de philosophie ont annoncé le 12 octobre 2013 la création officielle du Collectif Racine. Un groupement d'enseignants d'extrême droite.

Franck Allisio est l'ancien président des « jeunes actifs », le mouvement des trentenaires chez Les Républicains. Ancien collaborateur de R. Karoutchi et P. Lellouche.

**« FRÉDÉRIC BOCCALETTI EST
SECRÉTAIRE DÉPARTEMENTAL FN
DU VAR ET DIRECTEUR DE CAM-
PAGNE DE MMLP AUX ÉLECTIONS
RÉGIONALES 2015. IL FUT
CONDAMNÉ POUR VIOLENCE AVEC
ARME EN RÉUNION ET ÉCOPA D'UN
AN DE PRISON AVEC SURSIS DONT 6
MOIS FERME. »**

Dans le Vaucluse, Thibaut de la Tocnaye est candidat, et membre du bureau politique du FN. Très actif dans la défense des chrétiens d'orient. Il se définit comme un catholique traditionaliste. Il donne de nombreuses conférences sur l'islamisme.

Anne Sophie Rigault très déçue de l'UMP locale rejoint le FN en 2012 contre la loi sur « le mariage pour tous ».

Philippe Lottiaux « le candidat comique » est humoriste. Administrateur à la ville de Paris, il a été directeur général des services de Levallois Perret sous les Balkany.

Agapia Enderlin est directeur de cabinet de Joris Hébard maire de Le Pontet.

L'ancien frontiste Jacques Bompard est parvenu quant à lui à fédérer des conseillers régionaux sortants exclus ou démissionnaires du FN (en raison de leur soutien à Jean-Marie Le Pen) dans une liste rebaptisée « Union des Droites ». Cinq des six têtes de liste départementales sont donc issues du FN. C'est le cas de ses têtes de liste départementales Laurent Comas dans les Bouches-du-Rhône, Lydia Schenardi dans les Alpes Maritimes, et Michel de Meynard dans le Var. Jacques Bompard mènera personnellement la liste dans le Vaucluse et un historique de la Ligue du Sud, Michel Blume, se présente dans les Alpes-de-Haute-Provence.

Au-delà de l'extrême droite (Ligue du Sud, Parti de la France de Carl Lang), Jacques Bompard a également reçu le soutien de dissidents du parti Debout la France de Nicolas Dupont-Aignan, comme sa tête de liste départementale dans les Hautes-Alpes Olivier Baudry de Vaux.

Jacques Bompard et son « Union des droites » ont clairement placé la lutte contre « l'islamisation du pays » et la « submersion migratoire » en vitrine de leur campagne. Morceaux choisis avec la prose de Michel de Meynard tête de liste dans le Var qui en dit long sur le profil des candidats : *« Oui la France éternelle, fille aînée de l'église, pays des droits de l'homme et des libertés, ne doit pas se coucher devant l'Islam, mais veiller avec autorité à conserver sa culture originelle. Elle est notre mère Patrie avec ses enfants les DOM-TOMS. »*

Crédités pour l'instant de scores anecdotiques dans les sondages, les candidats de l'Union des Droites espèrent bien rallier une partie des électeurs historiques de l'extrême droite en PACA. Et sur un éventuel ralliement à un Front National hautement décrié entre les deux tours, les candidats de l'Union des Droites n'ont évidemment pas souhaité fermer la porte mais Laurent Comas précise tout de même *« Une chose est sûre, nous ne céderons pas notre droit d'aînesse pour un plût de lentilles. »*

Même si des divergences dialectiques semblent opposer Marion Maréchal, Marine Le Pen, les identitaires, et les « unionistes » de Bompard, ils se rejoignent tous sur le constat d'une immigration responsable de tous les maux.

« LE DISCOURS ET LE VOCABULAIRE DU BLOC IDENTITAIRE SE RETROUVENT DANS CELUI DE MARION MARÉCHAL LE PEN ET DE SES MILITANTS, DES TERMES COMME « FRANÇAIS DE SOUCHE » « REMIGRATION » OU ENCORE « GRAND REMPLACEMENT » SONT VOLONTIERS REPRIS PAR MMLP. »

LES ALLIÉS «COLLATERAUX»

La dérive sécuritaire.

Comment ne pas évoquer les « alliés collatéraux » du FN. Ils essaient de siphonner les voix du parti et instrumentalisent les attentats du 13 novembre en reprenant à leur compte un discours ou des postures sécuritaires d'extrême droite.

On sait bien que les relations entre la droite et le FN ont toujours été très ambiguës. En 1986, Jean Claude Gaudin avait déjà intégré des frontistes dans l'exécutif de la région PACA qu'il venait de conquérir. Au total, les élus FN avait permis au RPR et à l'UDF de conquérir six conseils régionaux. En 1998, Si Jacques Chirac avait appelé son camp à refuser toute alliance avec le FN, cinq présidents de région, issus de l'UDF, se sont fait élire grâce aux voix frontistes: Jacques Blanc en Languedoc-Roussillon, Charles Baur en Picardie, Jean-Pierre Soisson en Bourgogne, Charles Millon en Rhône-Alpes et Bernard Harang en région Centre. Aujourd'hui le cordon sanitaire a encore une fois été soigneusement mis de côté, normalisation oblige.

Cette porosité entre les deux partis s'illustre également par le transfert de candidats qui quittent le FN pour rejoindre les listes LR et inversement. Récemment Sébastien Asserre et Pierre Aliotti ont annoncé leurs départs de « LR » pour soutenir MMLP alors qu'à l'inverse Romain Cardelli, ancien co-listier FN pour les municipales à Nice, a décidé de quitter le parti de Marine Le Pen pour rejoindre celui de Nicolas Sarkozy et soutenir la candidature d'Estrosi.

Si la radicalisation de la droite avait à une époque profité à Nicolas Sarkozy, on peut se demander si pour Christian Estrosi la stratégie ne sera pas plutôt profitable au FN. Les électeurs ne vont-ils pas préférer l'original à la copie ?

Les lignes s'estompent et la confusion est réelle, depuis les attentats du 13 novembre la campagne se résume à une surenchère de propositions sécuritaires.

La nièce de MLP a demandé cette semaine au Premier Ministre un « *contrôle aux frontières, le désarmement des banlieues, la fermeture des mosquées radicales et des organisations islamistes* ». Le Maire de Nice lui a réclaté que « *toutes les personnes fichées de S1 à S16 (le fichier des individus radicalisés) dans le département des Alpes-Maritimes soient assignées à résidence* ».

« CETTE POROSITÉ ENTRE LES 2 PARTIS S'ILLUSTRE ÉGALEMENT PAR LE TRANSFERT DE CANDIDATS QUI QUITTENT LE FN POUR REJOINDRE LES LISTES LR ET INVERSEMENT. »

La décision de prolongation de l'état d'urgence sous couvert d'un « Etat de choc » renforce aussi le jeu de l'extrême droite. Reprendre des propositions de MLP « fermeture des frontières, déchéance de nationalité » c'est participer à la normalisation des idées de l'extrême droite et offrir également à MLP une crédibilité et une stature présidentielle.

Toutes ces mesures couplées à des politiques d'austérités ne font qu'aggraver une situation déjà critique et constituent une réelle entrave à la construction d'une société progressiste, égalitaire et humaniste souhaitée par tous.

Elections régionales paca 2015 Attention danger !

Les départements de PACA sont avec ces élections régionales 2015 un vaste laboratoire d'unification des extrêmes droites françaises : Catholiques traditionalistes, identitaires, nationalistes, négationnistes, nostalgiques du IIIème Reich, composent les listes FN pour ces élections.

Au-delà du programme du FN, tournant le dos à une économie solidaire et coopératrice et muselant la culture et les libertés par une saturation du sacré, les candidats frontistes incarnent de façon intrinsèque toutes les notions d'un néo fascisme. Dans cette période où, attisée par le FN, la haine de l'autre et plus particulièrement celle que subissent les réfugiés, les musulmans et les Roms augmente de façon alarmante, MLP et ses amis sont un véritable danger pour la démocratie et la cohésion sociale de ce pays.



**PAS UNE VOIX
POUR LE FN
EN PACA
COMME AILLEURS**

Agents de la Fonction publique territoriale, voilà ce que le FN pense vraiment de vous

A l'occasion des élections régionales, en tant que première organisation syndicale dans la Fonction publique territoriale, la CGT vous informe sur la réalité des prises de position et pratiques du Front national :

- « *Je pense qu'il faut limiter la fonction publique territoriale parce qu'il ne m'apparaît pas qu'elle serve à la population* » (Marine Le Pen, BFM TV - 25 mars 2011).
- « *Il faut absolument réduire massivement la fonction publique territoriale* » (interview de M. Le Pen du 30 octobre 2011, Grand jury RTL/LCI/Le Figaro).
- « *Les collectivités territoriales devront maîtriser leurs effectifs et présenter chaque année au préfet de leur département pour les plus importantes d'entre elles (régions, départements, intercommunalités et communes de plus de 10 000 habitants) un plan impératif de réduction ou de stabilisation de leurs effectifs.* » (Programme politique du Front National).
- Le 21 février 2013, **Marine Le Pen a critiqué l'annonce gouvernementale d'abrogation du jour de carence** au motif que cette mesure « *agrandirait la différence entre le privé et le public* » (interview sur France 2).
- En région PACA, dans le cadre de la campagne des régionales, **Marion Maréchal Le Pen prône le non remplacement de départs en retraite de fonctionnaires territoriaux.**
- A Hayange, la municipalité frontiste **ne remplace pas les départs en retraite.** A Beaucaire, elle **remet en cause l'organisation du temps de travail du personnel communal.** A Béziers, Fréjus et au Pontet, elle veut **réduire les effectifs.**

**La solution pour obtenir satisfaction
sur nos revendications, ça n'est pas l'extrême droite !**

**Pour gagner, il faut
s'organiser et mettre fin
à l'austérité par la lutte
et dans les urnes!**



VOTER FN NUIT GRAVEMENT AUX FEMMES

IL Y A SOIXANTE-DIX ANS, LES FEMMES VOTAIENT POUR LA PREMIÈRE FOIS. AUX ÉLECTIONS RÉGIONALES, NE GÂCHONS PAS CET ANNIVERSAIRE : LES IDÉES DU FN NE SONT PAS COMPATIBLES AVEC L'ÉMANCIPATION DES FEMMES !

VOTER FN
NUIT GRAVEMENT AUX FEMMES



De façon systématique, les élu(e)s FN votent contre tous les rapports ayant trait à l'égalité entre les femmes et les hommes. Le dernier en date, rapport « sur les progrès accomplis en matière d'égalité entre les femmes et les hommes dans l'Union en 2013 », présenté au Parlement européen en janvier 2015 par M. Tarabella, n'a pas fait exception. À cette occasion, le chef de la délégation FN au Parlement est intervenu en ces termes : « Le rapport Tarabella n'est qu'une nouvelle expression du matérialisme, de l'utilitarisme et de l'égalitarisme qui sévissent ici. »

Une femme à la tête d'un parti... n'en fait pas un modèle !

Marine Le Pen s'affiche en femme libre, active, divorcée, mère de famille, avocate, qui lutte sur tous les plans, vivant avec son compagnon en concubinage, mais elle est aussi celle qui, pendant la campagne présidentielle de 2012, a affirmé, en prônant le salaire parental, que « le progrès pour les femmes, c'est de rester à la maison » (« Des paroles et des actes », France 2, le 24 février 2012).

Et que dit le projet du FN ?



ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

LES INÉGALITÉS SALARIALES

Dans le projet du FN... on n'Alors que les femmes gagnent en moyenne 24% de moins que les hommes dans le secteur privé. On a travaillé égal pay am ligne dans le programme du FN! Mais Marie-Christine Antaud, vice-présidente du FN chargée des affaires sociales, s'est exprimée sur le sujet dans *l'imaginaire* Caudeville: «Qu'est-ce que vous voulez? Qu'on égalise les salaires alors que tant de gens sont au chômage?»

L'EMPLOI DES FEMMES

Dans le projet du FN... on n'Alors que le taux d'emploi féminin est inférieur de 3% à celui des hommes, rien sur le partitar du marché du travail ni sur la mixité des métiers alors que les hommes sont tous représentés aux postes d'encadrement occupent plus souvent des emplois peu qualifiés dans des secteurs non mixtes et moins rémunérateurs. Plus une ligne non plus sur les temps partielles, ainsi que 80% des emplois à temps partiel sont occupés par des femmes.

DÉCRYPTAGE

La question de l'égalité professionnelle n'est pas un sujet pour le FN. Inutile de s'occuper des inégalités salariales, des conditions de travail et de l'emploi des femmes puisque, de toute manière, les femmes devraient rester à la maison...

→ Voir «La place des femmes dans la société»

Il a dit

Dominique Martin, députée FN (en commission de l'emploi et des affaires sociales du Parlement européen, le 24 mars 2015): «Égalité des chances et de traitement entre hommes et femmes. Évidemment, pour avoir plus d'efforts de s'y opposer. Mais à aucun moment je n'ai entendu parler d'égalité à la source. Et notamment de la liberté des femmes à ne pas travailler. J'aimerais bien que l'on développe la possibilité que l'on laisse la liberté aux femmes de s'occuper de leur foyer, notamment par un salaire parental d'éducation... À égalité avec les hommes, le vous voulez... Ça donnerait l'avantage de libérer des emplois, ça donnerait l'avantage de donner une minimum d'éducation à nos enfants, ça donnerait l'avantage de sécuriser nos vies (avec ça, ça se maintiendrait pas dans nos rues et ne seraient pas sûrs)»



FEMMES ET SOCIÉTÉ

AVORTEMENT, DROIT À DISPOSER DE SON CORPS

Dans le programme du FN, du chapitre santé, rien sur la santé sexuelle et reproductive (santé maternelle et infantile, prévention et prise en charge des grossesses non désirées, lutte contre les infections sexuellement transmissibles, prévention de la transmission mère-enfant du VIH...)

Elles ont dit

Marion Maréchal-Le Pen, députée frontiste du Vaucluse, a critiqué le remboursement de l'IVG: «On n'est pas à l'État de réparer les intentions des femmes» (interview *Le Monde*, 12 octobre 2012); Alors que 72% des femmes qui avortent sont sous contrainte.

Marine Le Pen:

«J'ajouterai le remboursement de l'avortement s'il faut que l'augmentation de la natalité de ceux qui avortent leur permette de se soigner correctement et plus particulièrement les personnes âgées» («Des paroles et des actes», France 2, 24 février 2012); Elle s'est positionnée également pour le «désamortissement de l'IVG de confort»

DÉCRYPTAGE

Pour le FN, l'avortement n'est pas un droit, les femmes qui y ont recours sont victimes d'inattentions et le font par confort! Il faudrait choisir entre le remboursement de l'IVG et le droit des personnes âgées à se soigner!

LA PARITÉ

Dans le projet du FN, à la rubrique santé: «On peu partait se sont mises en place des politiques comme la parité ou des structures pour disposer dans les faits, cette idéologie différentialiste et multiculturaliste, qui n'est qu'une forme de racisme inversé. Les premières victimes en sont les hommes blancs hétérosexuels». En février 2012: «Il faut privilégier les actes» (France 2, Marine Le Pen s'opposait à la parité: «contracte à la mémoire républicaine»). Après que seule la législation a pu commencer à corriger les inégalités entre les hommes et les femmes.

DÉCRYPTAGE

La place de la femme dans les entreprises et les institutions n'est pas reconnue, les hommes à qui on impose la parité sont des victimes. Il y a un «ordre naturel» des choses, qui fait qu'il

est normal qu'il y ait plus d'hommes que de femmes en situation de responsabilité ou de pouvoir. » Voir sur la nature des femmes.

LA PLACE DES FEMMES DANS LA SOCIÉTÉ

Dans le projet du FN, les femmes ne figurent qu'à la rubrique famille. « Chacun d'un revenu parental, dès que les finances le permettraient, désire à offrir, parait-il, la présence occasionnelle, aux mères ou aux pères de famille la possibilité de "travailler occasionnellement" l'exercice d'une activité professionnelle et l'acquisition de hauts enfants ».

“ Elle a dit

interrogée sur le fait de savoir si elle est "pro" ou "sa" le maternel. Marine La Pen a répondu, dans un entretien à *Présent*, en 2010 : « On sait absolument que les parents ont le droit de choisir de ne pas travailler pour élever leurs enfants. [...] On ne met pas en place la possibilité pour les femmes de pouvoir "travailler". Elles doivent avoir un salaire maternel ». Et au RMC, en juillet 2012, elle répond à un journaliste : « La solution consiste à donner un revenu accordé aux femmes qui font le choix d'élever leurs enfants ».

DÉCRYPTAGE

Présenté comme étant destiné aux pères comme aux mères, le revenu parental s'adresse en réalité aux seules femmes... dont la place est au foyer.

“ La nature des femmes... Ils ont osé dire!

Sur le site officiel du FN jeunesse, David Berton, secrétaire départemental du FNJ de Savoie, a écrit le 20 janvier 2014 : « La feminite est une essence et un corps. Les femmes sont tout d'abord des « filles de », fonction qu'elles perdent lorsqu'elles deviennent « mères de ». Cette fonction naturelle de reproduction, de mère est le point crucial attendu par les féministes. » Sur le blog Les Patriotes, Dominique Rémond écrit le 14 août 2015 : « Avant même les aspects ethniques, sexuelles ou migratoires, les femmes figurent aussi en première ligne de cette révolution culturelle que les gauchistes leur imposent malgré leur nature. Car le féminisme combat les femmes qui ont toujours tenu à la préservation des traditions et subvertissent les idéologies conservatrices comme l'Église et la famille ».



RESPECT DES FEMMES

LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Dans le programme du FN, rien sur la lutte contre les violences faites aux femmes ou l'insécurité dans l'espace public. Alors même que le FNJ mène une campagne de communication sur les réseaux sociaux « Filles de France, notre premier droit, c'est notre sécurité! ». C'est d'ailleurs le thème unique des manifestations organisées par le FNJ à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes. Pourtant, le FN est le seul parti qui a unanimement voté à l'Assemblée nationale contre la loi du 4 août 2014 qui renforçait notamment les dispositifs de lutte

contre les violences faites aux femmes et la résilience. Sur le blog Les Patriotes, s'inscrivant l'engagement de Marine La Pen pour la France : Dominique Rémond affirme, dans un article intitulé « Le nouveau féminisme » du 14 août 2015 : « L'islamisation n'est donc évidemment pas la solution, mais une des causes de la violence faite aux femmes. La solution globale aux problèmes des femmes réside dans l'inversion des courants migratoires et la fin de l'immigration de peuplement ».

DÉCRYPTAGE

59 n'y a plus d'immigrés, il n'y aura plus de violences faites aux femmes! Alors que 85% des viols ou des agressions sont perpétrés par une personne connue de la victime : parent, ami, connaissance, ou ancien petit ami.

CHERCHEZ L'ERREUR!

Dans le projet du FN, il n'est pas une fois envisagé d'investir dans des campagnes pour lutter contre les stéréotypes de genre, pour favoriser l'engagement des jeunes filles ou des jeunes garçons dans des métiers professionnels occupés très majoritairement par les hommes ou par les femmes, pour prévenir et combattre les violences faites aux femmes... Mais le projet prévoit que « les programmes de lutte contre l'abandon d'animaux de compagnie seront soutenus par l'octroi par l'Etat de pages de publicité gratuites sur le service public audiovisuel et un soutien accru aux associations engagées dans ce combat ».

LA PROSTITUTION

Interrogée en marge d'une conférence de presse au siège du FN à Nanterre, le 4 décembre 2013, Marine Le Pen a pu être entendue. Ce premier les droits des travailleurs puisque la prostitution serait « le plus vieux métier du monde » entendant de fait le plus vieux privilège masculin et la plus archaïque des « grandes libertés » contre les femmes.

CONCLUSION

Les droits des femmes ne sont pas un sujet pour le Front national, il n'en est fait mention nulle part dans le projet de parti. Il n'est qu'un prétexte qui permet à sa présidente d'évoquer le cheval de bataille du parti, l'immigration. Marine Le Pen déclarait, le 2 décembre 2012 sur France 3 : « Le droit des femmes est en train de reculer, notamment à cause d'une immigration massive. » Ne nous laissons pas leurrer ! La CFDT est résolument engagée dans la lutte, contre les inégalités entre les femmes et les hommes au travail et dans la société. Nous agissons pour faire reculer ces inégalités et savons qu'il est nécessaire de lutter contre les stéréotypes sexistes qui enlèvent les femmes et les hommes dans des choix d'orientation et de métiers « pré-déterminés », et qui induisent les comportements sexistes et discriminatoires. Les places occupées dans la société par les hommes et les femmes ne sont pas prescrites par la nature.

LA BOÎTE À OUTILS

RETROUVEZ L'ENSEMBLE DE NOS OUTILS EN LIGNE SUR CFDT.FR DANS LA RUBRIQUE « BOÎTE À OUTILS » RÉGULIÈREMENT MISE À JOUR.

NOTRE VRAI-FAUX

LES MENSONGES DU FRONT NATIONAL



NOTRE ARGUMENTAIRE

LE FN, UN PARTI COMME UN AUTRE ?



VOTER EN
NOTRE FAVEUR
NOTRE DÉFI
NOTRE DÉFI
NOTRE DÉFI

Retrouvez l'ensemble de nos Argumentaires sur notre site www.cfdt.fr/Outils

Motion du congrès de Moëlan (5-9 octobre 2015)

Le SNAC, syndicat de la FSU, représente les personnels, les métiers, les missions qui oeuvrent pour un service public de la culture

De par son champ d'intervention, il se préoccupe en premier lieu de la culture portée par les pouvoirs publics, ministère et collectivités territoriales, dont il veut assurer l'assise, l'égalité et la diversité.

Il combat non pour une culture administrée par le haut, basée sur des coups médiatiques, dépendante des fluctuations politiques et des budgets affectés, mais pour le développement d'une culture pour tous, porteuse de formation personnelle, de compréhension du monde, d'accès à la citoyenneté, conditions incontournables d'une société libre et juste où vivre ensemble va de soi.

Il ne peut qu'être très préoccupé par la situation actuelle, délétère à plus d'un titre.

Les dérives gestionnaires et néolibérales affaiblissent le champ culturel et font le lit d'une droitisation des esprits

La culture publique devient un critère de développement économique et se décide au vu des profits escomptés. En miroir, ce sont les arguments budgétaires qui entraînent les suppressions et les renoncements, sans aucune prise en compte du coût social qui en découle.

Les oeuvres ne sont plus évaluées que par leur cote ou leur rendement.

Grands équipements et événements sont réduits, voire supprimés par les collectivités appauvries par la crise et la décentralisation. Ceux qui survivent sont confiés à des énarques gestionnaires qui ne connaissent rien à la matière même de ce qu'ils sont censés représenter et défendre.

Les objets communs d'un patrimoine collectif sont peu à peu retirés de l'appropriation de tous : les musées et expositions, à peu d'exceptions près, sont de plus en plus chers et favorisent l'événementiel et la communication plus que le travail de fond pour les publics.

L'archéologie préventive a été mise dans le champ de la concurrence, et le système se délite à grande vitesse. La fouille est confiée aux aménageurs et la propriété du mobilier trouvé est remise en cause.

Les monuments historiques sont désormais gérés, tant par l'Etat que par les collectivités, plus dans le cadre d'une économie du tourisme que comme des lieux de mémoire commune.

L'exception culturelle tant vantée par le gouvernement concerne essentiellement la production cinématographique.

Le développement exponentiel d'internet sans contreparties des FAI toutes puissantes et bénéficiaires majeures des flux, ne permet pas de rémunérer la plupart des auteurs (musique, livre, photos, vidéo...)

La disparition de nombreux lieux de rencontre et d'apprentissage culturel renforce l'inégalité sociale et territoriale.

Le manque de projet et de courage des politiques sur ces sujets laisse la place à une cacophonie généralisée, où la consommation, la concurrence, la communication, tant des structures que des personnes, régissent désormais la proposition culturelle, comme l'a montré, sous Nicolas Sarkozy, la proclamation de la culture pour chacun à la place de la culture pour tous.

Certes, la culture n'est pas seule à être prise dans ce mouvement, et ne peut être dissociée des problèmes de l'école, de l'université, de la recherche, de la justice... mais ce domaine sensible donne souvent des indications prémonitoires de ce qui se met en place dans l'ensemble de la société.

L'extrême droite et la culture

L'accès à la culture est plus élitiste que jamais, et le malheur et le mal être vont désormais s'exprimer le plus souvent sous forme de nostalgie, de revendication identitaire et d'exclusion de l'autre. Le développement, la dé-dé-diabolisation, la multiplication, l'auto-légitimation du discours d'extrême droite et sa reprise de plus en plus sensible par les médias et les partis, montre bien à quel point la situation est préoccupante.

Le Front National en fait son miel et se positionne désormais ouvertement comme un parti de pouvoir, en masquant sa nature fondamentale. Les termes de République, Démocratie, Laïcité sont utilisés comme des leurres et ne servent qu'à masquer les revendications d'autoritarisme, de populisme et d'islamophobie. Le plus insupportable est qu'ils sont souvent repris ainsi dans les médias, les discours politiques, les propos des particuliers... Et les vannes sont ouvertes à toute la facho-sphère qui en arrière porte ostensiblement les idéologies et les nostalgies les plus dangereuses.

C'est dans ce contexte que le Front cherche à gagner la sphère culturelle avec le CLIC (Collectif Création, Culture et Libertés) créé au sein du rassemblement Bleu Marine en juin 2015 pour séduire ce secteur qui lui est très majoritairement hostile.

Le manifeste fondateur montre un double langage révélateur : langage de séduction, pour gagner les acteurs et les publics culturels et réaffirmation des valeurs identitaires propres à conforter son électorat traditionnel.

Selon le FN, la Civilisation française, fragilisée par le multiculturalisme et la mondialisation, bafouée par les "clercs du monde politico-culturel", est en danger. Elle doit être protégée. Ce terme est omniprésent dans le texte du CLIC qui ne défend réellement que deux idées fortes : libérer et protéger.

- ▶ libérer l'expression et la création des carcans et des contraintes politico-administratives,
- ▶ protéger l'histoire française, le patrimoine français et la langue française

La mise en oeuvre d'une telle politique est connue. Elle passe par l'exclusion et la suspicion, l'interdiction et la défiance, la promotion de vieilles idées rances et la perte de sens.

Notre position

Le SNAC a décidé de se mobiliser sur la question, pour identifier les points cruciaux, signaler les dérives racistes, anti-démocratiques, révisionnistes... qui remettent quotidiennement en cause les valeurs qui sont les siennes et les domaines de compétence des agents qu'il représente.

La politique culturelle que nous voulons, c'est celle qui donne des outils pour vivre ensemble et permet l'émancipation. Vivre ensemble, cela sous entend la liberté et la reconnaissance des différences dans l'égalité et la solidarité.

Les outils sont ceux qui permettent de comprendre ce qui est en train de se passer, de rappeler l'histoire du XXe siècle pour interdire toute nostalgie, de dénoncer l'instrumentalisation de la culture comme repli identitaire et la revendiquer comme condition du lien et du respect.

La matière est vaste et l'urgence est grande. Nous avons bien conscience de l'extrême complexité des choses et de la grande difficulté de cette entreprise : les limites de l'exercice sont fluctuantes, les termes sont biaisés, les ressentis divers, la documentation exponentielle est en constant renouvellement sur internet.

Notre propos sera d'intervenir prioritairement dans les champs qui nous sont propres : celui de la culture en général et plus particulièrement de la « culture administrée » : celui de la lutte syndicale, défense des missions, des métiers, des personnels. Sans bien sûr abandonner la réflexion plus générale sur les valeurs qui fondent le monde où nous voulons vivre.

A Chalon, des patrons «à droite», voire «très à droite»

Par [Nathalie Raulin](#) — 3 décembre 2015 à 14:46

Malgré la mise en garde de Pierre Gattaz, le patronat local ne rejette pas unanimement le programme économique du FN.

Pierre Gattaz a esquivé. Pour sa première apparition au désormais traditionnel forum économique de Chalon-sur-Saône, en Saône-et-Loire, le patron des patrons s'est abstenu d'alimenter la polémique qu'il avait lui-même ouverte mardi en taillant en pièces les propositions économiques «pas responsables» du Front national dans une interview au *Parisien*. Face aux 600 petits patrons venus l'écouter dans le grand salon de la base nautique, le président du Medef s'est contenté d'une allusion en forme de défausse : «*Quand on dit aux journalistes qu'il manque un rêve français, [quand] on leur parle du livre bleu que l'on a écrit, ça ne fait pas trois lignes dans les journaux, affirme-t-il à la salle attentive. Pour que la presse s'intéresse, il faut parler des choses qui fâchent : le programme économique du Front national.*» De fait, ici, parler de la «chose» fâche. «*Nous avons pour règle de ne jamais parler politique et, à quatre jours des régionales, ça n'a pas été bien vécu par tout le monde.*» admet le président du Medef de Bourgogne, Pierre-Antoine Kern.

Racisme latent. Dans les bassins industriels de Bourgogne-Franche-Comté, celui de Belfort-Montbéliard, où l'automobile (avec PSA) et le ferroviaire (avec Alstom) irriguent un tissu encore dense de sous-traitants, comme celui du Creusot-Montceau-les-Mines, tourné vers la métallurgie (Arcelor Mittal) et le nucléaire (Areva), huit ans de

consulting qui qualifie « d'intox », de « tarfelue » l'hypothèse agitée par les sondages. Il y a ceux que cela indiffère, l'impuissance des politiques étant déjà pour eux avérée : « Une victoire du FN ne changerait rien à la donne économique, aucun parti ne pourrait changer quoi que ce soit », lance, bravache, le jeune PDG d'une PME familiale locale. « L'ancien système leur système, est en train de s'effondrer, la nouvelle économie va prendre le relais. Notre seule préoccupation, c'est d'être performants. »

« Démocratie confisquée ». Et puis, il y a ceux que cela ne fâche pas, justement. Roland Bachelard, président de la fédération du BTP de Saône-et-Loire, le dit franco de port : « La démocratie a été confisquée par le bipartisme, ça fait une décennie que ça dure, on en a soupé. Essayer une autre idée, c'est peut-être une solution. » S'il ne se dit « pas FN », ses adhérents, confesse-t-il, sont dans leur majorité « à droite », voire « très à droite ». Alors il a pris les devants, rencontré les principaux candidats aux régionales pour sonder leurs projets en matière de développement économique, de chantiers à venir. Y compris, la candidate FN Sophie Montel, suivant en cela l'exemple des responsables de la fédération du BTP de Franche-Comté qui l'ont eux aussi reçue « à titre privé » le mois dernier.

« Je me suis déplacé pour la voir, précise Bachelard, et ma conclusion, c'est que les propositions sont cohérentes des trois côtés, on ne peut rejeter aucun programme. » Après, tout est question de feeling : « Montel est nature et semble ne pas avoir de langue de bois, sourit Bachelard. Les autres, on les a déjà expérimentés... » A ce moment précis, sa main chasse la phrase, comme on le fait d'un mauvais rêve : « Ici, c'est la grosse cata. On a vu le patron d'une boîte de dix-sept salariés se détruire en dix-huit mois faute d'activité. En dix ans, on a perdu mille salariés. On a des entreprises qui disparaissent tous les jours. Il ne reste plus que des petites. On voit arriver des gens de l'extérieur, d'autres territoires, de Lyon ou plus loin, qui, quand il y a un chantier, amènent leur encadrement et embauchent des intérimaires. Quand ils partent, ils ne laissent rien et nous, on perd notre savoir-faire. » A Gattaz, Bachelard n'a rien pu dire. Pressé par son train, le patron des patrons est reparti vers Paris sitôt descendu de l'estrade.